

F. 95 — 540

[C — 27107]

8 DECEMBRE 1994. — Arrêté du Gouvernement wallon relatif à l'octroi de subventions agri-environnementales en vue de promouvoir des méthodes de la production agricole compatibles avec les exigences de la protection de l'environnement et l'entretien de l'espace naturel

Le Gouvernement wallon,

Vu le traité du 25 mars 1957 instituant la Communauté économique européenne signé à Rome et approuvé par la loi du 2 décembre 1957, notamment les articles 42 et 43;

Vu le règlement du Conseil des Communautés européennes (CEE) 2078/92 du 30 juin 1992 concernant des méthodes de production agricole compatibles avec les exigences de la protection de l'environnement ainsi que l'entretien de l'espace naturel, notamment l'article 3, § 2, 4;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 26 septembre 1994;

Vu la concertation prévue par la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles en son article 6, § 3bis, 5, inséré par la loi spéciale du 16 juillet 1993;

Vu la décision de la Commission européenne du 17 novembre 1994 portant approbation du programme agri-environnemental en Belgique;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat coordonnées le 12 juin 1973, notamment l'article 3, § 1er, modifié par la loi du 4 juillet 1989;

Vu l'urgence;

Considérant la nécessité de prendre des mesures pour encourager les agriculteurs à utiliser des méthodes de production agricole compatibles avec les exigences de la protection de l'environnement et de l'entretien de l'espace naturel;

Considérant que ces mesures doivent être prises sans délai afin de se conformer à la réglementation de la Communauté européenne,

Sur la proposition du Ministre de l'Environnement, des Ressources naturelles et de l'Agriculture,

Arrête :

Article 1er. Pour l'application du présent arrêté, on entend par :

- 1° **Ministre** : le Ministre de la Région wallonne ayant l'Agriculture dans ses attributions;
- 2° **Administration** : l'autorité administrative de la Région wallonne ayant l'Agriculture dans ses compétences;
- 3° **Zone précoce** : l'ensemble de la Région wallonne hors région défavorisée, soit les régions agricoles limoneuse, sablo-limoneuse, Campine hennuyère, Condroz et une partie de la région herbagère liégeoise (« pays de Herve »);
- 4° **Zone tardive** : la partie de la Région wallonne située en zone défavorisée au sens des directives 75/268 et 75/269 - CEE, telle que précisée dans l'annexe 1 de l'arrêté ministériel du 4 septembre 1990, soit les régions agricoles de Famenne, Ardenne, Haute Ardenne, jurassique, herbagère (Fagne) et une partie de la région herbagère liégeoise (« Ardenne liégeoise »);
- 5° **Ferme de conservation** : exploitation pratiquant à la fois l'élevage d'animaux de races locales menacées (voir point 5, annexe 1) et des cultures traditionnelles (voir point 11.1 et/ou 11.2, annexe 1).

Art. 2. La Région octroie des subventions agri-environnementales aux exploitants agricoles qui s'engagent à mettre en œuvre une ou plusieurs des méthodes de production suivantes sur un minimum de 0,5 ha et aux conditions fixées en annexe 1 :

- 1° fauches tardives et diversification des semis en prairies temporaires;
- 2° installation de tournières de conservation et bandes de prairies extensives;
- 3° maintien et entretien des haies et bandes boisées dans les superficies agricoles;
- 4° maintien de faibles charges en bétail;
- 5° détention d'animaux de races locales menacées;
- 6° réduction des intrants en céréales;
- 7° réduction et localisation des herbicides en maïs, avec mécanisation du désherbage et sous-semis;
- 8° couverture de sol avant culture de printemps;
- 9° fauches très tardives avec limitation des intrants;
- 10° mesures conservatoires en zones humides;
- 11° fermes de conservation telles que définies dans l'article 1, 5°.

Art. 3. § 1er. Dans les limites des crédits budgétaires disponibles, les subventions afférentes aux méthodes de production visées à l'article 2, 6° à 11°, sont subordonnées à l'établissement de plans de gestion des exploitations par l'Administration, en collaboration étroite avec les exploitants.

Ces plans de gestion sont conçus comme un soutien technique et un encadrement à une démarche d'amélioration de l'impact environnemental global de l'exploitation. Sur base d'un état des lieux de départ, ils comprennent des objectifs à court terme (un an), à moyen terme (cinq ans) et à long terme. Chaque année, l'exploitant et l'Administration établissent un bilan des actions entreprises et des difficultés rencontrées et redéfinissent les objectifs.

Toute l'exploitation est gérée conformément à l'esprit d'une exploitation respectueuse de l'environnement. Outre l'application des différentes mesures agri-environnementales sur une partie ou sur l'ensemble des parcelles de l'exploitation, le plan de gestion comprend un examen des possibilités d'amélioration des pratiques agricoles, sur base des rubriques suivantes :

- 1° application des codes de bonnes pratiques agricoles;
- 2° application de nouvelles techniques culturales et amélioration des techniques existantes (applications localisées, désherbage mécanique, lutte biologique et intégrée, etc...);

3° lutte phytosanitaire sur base d'avertissements et en tenant compte de seuils d'intervention;
 4° contrôle régulier du matériel d'épandage et de pulvérisation;
 5° adaptation des périodes de fertilisation et des quantités de fertilisants appliquées sur base de bilans (réserves du sol, exportations prévisibles,...) avec établissement d'un plan de fumure et tenue d'un cahier d'épandage;

6° stockage et modalités de gestion des effluents : adaptation des capacités de stockage ou participation à des banques de lisier, mélange des lisiers, apport suffisant de carbone (paille, copeaux,...) et compostage des fumiers,...;

7° mesures d'intégration paysagère (plantations éventuelles, semis de « fleurs » en tournières, peinture ou sablage des constructions, implantation et aspect de nouveaux bâtiments,...), de protection ou de restauration du petit patrimoine et de la biodiversité (mares et zones humides, haies, etc...) et éventuellement d'épuration (lutte contre les odeurs, lagunage d'eaux usées, etc...).

§ 2. Les subventions afférentes aux méthodes de production visées à l'article 2, 6° à 8°, sont réservées aux parcelles situées :

1° soit en zone de protection des eaux souterraines au sens de l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 14 novembre 1991 relatif aux prises d'eaux souterraines, aux zones de prise d'eau, de prévention et de surveillance et à la recharge artificielle des nappes d'eau souterraines;

2° soit en zone vulnérable au sens de l'arrêté du Gouvernement wallon du 5 mai 1994;

3° soit en zone de parc naturel relevant du décret du 16 juillet 1985;

4° soit en zones relevant de la convention de Ramsar et des directives européennes oiseaux (79/409 du 2 avril 1979) et « habitats » (92/43 du 21 mai 1992) : zones de protection spéciale (ZPS) et zones spéciales de conservation (ZSC).

§ 3. Les subventions afférentes aux méthodes de production visées à l'article 2, 9° et 10°, sont réservées aux parcelles situées en zone de parc naturel, de protection spéciale ou en zone spéciale de conservation.

§ 4. Les exploitants de « fermes de conservation » doivent s'engager à souscrire aux méthodes de production visées à l'article 2, 5° et 11°.

Quelle que soit leur implantation géographique en Wallonie, celles-ci peuvent bénéficier de l'ensemble des mesures agri-environnementales (art. 2, 1° à 11°).

Art. 4. L'exploitant agricole au sens du présent arrêté est soit agriculteur à titre principal, soit administrateur ou gérant d'une société agricole régie par la loi du 12 juillet 1979 créant la société agricole, soit administrateur gérant d'une société constituée sous la forme d'une société commerciale dont l'activité est principalement agricole.

Lorsque la société est constituée sous la forme d'une société commerciale, les actions ou parts représentatives du capital doivent être nominatives et appartenir à concurrence de plus de 50 % aux administrateurs gérants de la société.

Art. 5. Chaque engagement de l'exploitant agricole porte sur une période de cinq ans.

En cas de cessation d'activité pour mise à la retraite ou lorsque le bail concernant les parcelles subventionnées dans le cadre du programme agri-environnemental n'est pas renouvelé, l'engagement porte sur la durée de l'exploitation.

Art. 6. Les subventions ne peuvent être accordées pour les surfaces objet du régime communautaire du retrait des terres (réglementations relatives aux organisations communes des marchés).

Art. 7. Sans préjudice des limitations prévues à l'annexe 1, les montants cumulés des différentes subventions agri-environnementales fédérales et régionales sont plafonnés à :

1° 7 200 francs par hectare et par an pour les cultures pour lesquelles une prime par hectare est octroyée en vertu des dispositions des règlements relatifs aux organisations communes de marchés;

2° 12 000 francs par hectare et par an pour les autres cultures annuelles et les pâturages;

3° 200 000 francs par exploitation et par an, majorés de 2 000 francs par hectare supplémentaire au-delà d'une superficie de 30 hectares.

Le plafond prévu à l'alinéa 1er, 2°, est porté à 10 800 francs par hectare et par an pour les « fermes de conservation » et les exploitations appliquant le mode de production biologique conformément à l'arrêté royal du 17 avril 1992.

Art. 8. La demande de subvention doit être introduite auprès du Ministère de la Région wallonne au moyen des formulaires dont le modèle est reproduit en annexe 2, 3 et le cas échéant à l'annexe 4.

Le dossier de demande comprend :

1° un plan de l'exploitation au 10 000^e permettant la localisation des parcelles concernées;

2° un formulaire-type complété par la caisse d'assurances sociales à laquelle la personne physique ou les administrateurs gérants de la personne morale sont inscrits, attestant de la qualité d'agriculteur à titre principal du demandeur;

3° une copie des documents d'identification des animaux si l'engagement est fondé sur l'article 2, 5°.

Il est accusé réception de chaque demande dans les quinze jours de la réception du dossier. Tout dossier incomplet est renvoyé dans le même délai.

Art. 9. Le Ministre statue sur chaque demande de subvention.

Art. 10. La notification d'octroi impose le respect des engagements souscrits et oblige le demandeur :

1° à se soumettre au contrôle du respect des engagements souscrits;

2° à accepter de servir de référence pour d'autres exploitants agricoles;

3° à mettre à la disposition de la Région toutes les données techniques et financières afin d'établir un bilan économique et environnemental des engagements souscrits.

L'engagement ne prend cours qu'à la date de la notification d'octroi.

Art. 11. Les subventions sont payables à concurrence de 50 % du montant annuel dans les six mois qui suivent la notification de l'octroi et le solde dans les six mois qui suivent le premier paiement. Cette périodicité de six mois entre paiements est maintenue sur l'ensemble de la période subventionnée, soit cinq ans.

Les subventions ne sont payables que si l'exploitant agricole satisfait aux conditions visées à l'article 2, à l'article 3, à l'article 4, à l'article 10 ainsi qu'à l'annexe 1.

Art. 12. Les subventions liquidées doivent être remboursées si l'exploitant est condamné à titre définitif pour infraction à la législation en matière d'environnement ou de conservation de la nature pendant la période visée à l'article 5 ou dans les vingt-quatre mois qui la suivent.

Art. 13. Le Ministre qui a l'Agriculture dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.
Fait à Namur, le 8 décembre 1994.

Le Ministre-Président du Gouvernement wallon
chargé de l'Economie, des P.M.E., des Relations extérieures et du Tourisme,

R. COLLIGNON

Le Ministre de l'Environnement, des Ressources naturelles et de l'Agriculture,
G. LUTGEN.

Annexe 1

Conditions liées aux méthodes de production compatibles
avec les exigences de la protection de l'environnement

1. Pratique de fauches tardives et diversification des semis en prairies temporaires :

A. L'adoption de fauches tardives peut donner lieu à une prime de F 5 000 par ha et par an aux conditions suivantes:

1. Aucun pâturage et aucune fauche de la parcelle avant le 20 juin en zone précoce ou le 1er juillet en zone tardive.

2. Apport modéré de fertilisants (pour garder une bonne diversité, il est indiqué de ne pas dépasser 60 unités d'azote par ha et par an, ou 40 tonnes de fumier ou compost ou encore 2 x 20 M³ de lisier).

Un relevé floristique réalisé par un expert désigné par le Ministre doit permettre de mettre en évidence la présence et une abondance minimale de plantes indicatrices des prairies de fauche extensives.

3. Pas d'utilisation de produits phytopharmaceutiques à l'exception du traitement localisé contre les chardons et les rumex.

B. La diversification de semis en prairie temporaire peut donner lieu à une surprime de F 3 000 par ha, l'année d'implantation, et ce aux conditions suivantes :

1. La composition du mélange semé est transmise à l'Administration afin de permettre les relevés floristiques et tout est entrepris pour maintenir la diversité de la flore.

2. La surprime n'est attribuée qu'une fois pour cinq ans et implique l'adoption du régime « fauches tardives » pour les cinq années.

3. Un relevé floristique réalisé par un expert doit permettre de retrouver une proportion significative des espèces semées et de plantes indicatrices.

4. Une liste des espèces proposées est reprise sous C. Quand elles sont disponibles, les semences doivent être d'origine régionale. Le choix de la composition du mélange est laissé à l'appréciation de l'agriculteur pour autant que les conditions suivantes soient respectées :

1^o graminées de base :

— pourcentage (en poids) est compris entre 50 et 80 % du mélange;

— les espèces non pérennes ou très intensives tels les ray-grass hybrides, italien et de Westerwold ainsi que les bromes cultivés sont exclus;

— le ray-grass anglais, la fléole, la fétuque des prés, la fétuque élevée et le dactyle représentent chacun au maximum 10 % du mélange;

— deux autres espèces au minimum sont présentes, chacune à concurrence d'au moins 5 % du mélange.

2^o légumineuses de base :

— le pourcentage (en poids) est compris entre 15 et 40 % du mélange;

— trois espèces au minimum sont présentes, chacune, à concurrence d'au moins 5 % du mélange; parmi celles-ci se trouve au moins une espèce autre que le trèfle violet, le trèfle blanc et la luzerne cultivée.

3^o autres dicotylées :

D'autres dicotylées (« fleurs ») peuvent être intégrées au mélange afin d'en améliorer l'impact esthétique, paysager et mellifère, à condition qu'aucune espèce ne soit présente à concurrence de plus de 4 % du mélange et que l'ensemble de ces « autres dicotylées » ne dépasse pas 10 % du mélange.

C. Liste d'espèces proposées pour bandes ou tournières enherbées et diversification de semis en prairie temporaire.

Graminées de base :

Alopecurus pratensis	Vulpin des prés
Anthoxanthum odoratum	Flouve odorante
Arrhenatherum elatius	Fromental
Dactylis glomerata	Dactyle aggloméré
Festuca arundinacea	Fétuque élevée
Festuca pratensis	Fétuque des prés
Festuca rubra	Fétuque rouge
Lolium Perenne	Ray-grass anglais
Phleum pratense	Fléole des prés
Poa pratensis	Pâturin des prés
Trisetum flavescens	Avoine jaunâtre

Légumineuses de base :

Lotus corniculatus	Lotier corniculé
Medicago lupulina	Luzerne lupuline ou Minette
Medicago sativa	Luzerne cultivée
Onobrychis viciifolia	Sainfoin ou Esparcette
Trifolium pratense	Trèfle violet
Trifolium repens	Trèfle blanc

Autres dicotylées :

Angelica sylvestris	Angélique des bois
Anthriscus sylvestris	Cerfeuil sauvage
Borago officinalis	Bourrache
Centaurea cyanus	Bieuet
Cichorium intybus	Chicorée intybe
Daucus carota	Carotte sauvage
Heracleum spondylium	Grande berce
Hypericum perforatum	Herbe aux mille trous ou millepertuis
Leucanthemum vulgare	Grande marguerite
Lychnis Flos-cuculi	Lychnis fleur de coucou
Lythrum salicaria	Lythrum salicaire
Malva moschata	Mauve musquée
Malva sylvestris	Mauve sauvage
Melilotus alba	Mélicot blanc
Melilotus officinalis	Mélicot officinal
Mentha aquatica	Menthe aquatique
Papaver dubium	Pavot douteux ou petit coquelicot
Papaver rhoeas	Grand coquelicot
Plantago lanceolata	Plantain lancéolé
Prunella vulgaris	Brunelle commune
Rumex acetosa	Oseille des prés
Scrophularia nodosa	Scrofulaire noueuse
Symphytum asperum	Consoude rude
Symphytum officinale	Consoude officinale
Symphytum x uplandicum	Consoude hybride
Trifolium hybridum	Trèfle hybride
Trifolium incarnatum	Trèfle incarnat

2. Tournières de conservation et bandes de prairie extensive :

A. Remplacement d'une culture sous labour par une bande de prairie extensive ou tournière enherbée installée pour 5 ans. Celui-ci peut donner lieu à une subvention annuelle de F 10 000 par ha de champs avec tournière, tel que défini ci-dessous, aux conditions suivantes :

1. Dans les cas extrêmes, cette tournière enherbée représente au maximum la moitié de la superficie de la parcelle.

Dans tous les cas, la superficie de champs avec tournière prise comme référence pour le calcul de la prime est fixée, par convention, au double de la superficie de tournière enherbée.

2. Cette bande de prairie en bordure de champ (encore appelée fourrière ou tournière) est implantée prioritairement le long d'un cours d'eau ou d'une zone humide. Elle peut également être implantée en bordure de bois, le long de haies, talus, chemins, lotissements et habitations. Elle ne peut être installée en bordure d'une autre culture sous labour que si une tournière de conservation est également installée de l'autre côté de la limite de parcelle ou s'il y a accord écrit de l'exploitant de la parcelle voisine.

3. Cette bande de prairie a une largeur minimale de 4 m (8 m le long d'un cours d'eau ou d'une zone humide) et une largeur maximale (subsidiable) de 16 m.

4. Elle est enssemencée avec un mélange diversifié (cf. 1B) dont la composition est transmise à l'Administration.

5. Elle ne reçoit aucun fertilisant.

6. Elle n'est traitée avec aucun produit phytopharmaceutique, un traitement localisé avec des herbicides spécifiques est toléré contre les orties, rumex et chardons.

7. Elle n'est pas pâturée.

8. Elle n'est fauchée qu'après le 1er juillet en zone précoce et le 15 juillet en zone tardive. Le produit de la fauche est exporté de la parcelle.

9. Elle n'est pas accessible à des véhicules motorisés à des fins de loisirs.

10. Si la parcelle considérée est objet du régime communautaire de retrait des terres, aucune aide ne peut être accordée pour l'année concernée.

B. L'installation d'une tournière extensive pour cinq ans au moins peut donner lieu à une prime annuelle de F 5 000 par hectare de champs avec tournière, tel que défini ci-dessous, aux conditions suivantes :

1. dans les cas extrêmes, cette tournière extensive représente au maximum la moitié de la superficie de la parcelle;

Dans tous les cas, la superficie de champs avec tournière prise comme référence pour le calcul de la prime est fixée, par convention, au double de la superficie de tournière extensive.

2. la tournière extensive est enssemencée et récoltée comme la culture principale;

3. elle est implantée en bordure de bois, le long de haies, talus, chemins, lotissements et habitations, à l'exclusion de la limite avec une autre culture (sauf si une tournière est également installée sur la parcelle voisine ou s'il y a accord écrit de l'exploitant de celle-ci);

4. elle a une largeur minimale de 4 m et une largeur maximale (subsidiabile) de 16 m;
5. elle ne reçoit aucun fertilisant;
6. des traitements phytopharmaceutiques limités sont tolérés sauf en lin et céréales où les seuls traitements autorisés sont des traitements herbicides spécifiques, en cas d'infestation importante, contre le gaillet gratteron ou le liseron, et des traitements localisés contre chardons, orties et rumex;
7. si la parcelle considérée est objet du régime communautaire de retrait des terres, aucune aide ne peut être accordée pour l'année concernée.

C. Le remplacement d'une prairie intensive ou d'un verger basses tiges par une bande de prairie extensive installée pour cinq ans peut donner lieu à une subvention annuelle de F 10 000 par ha de bande de prairie extensive aux conditions suivantes :

1. en remplacement d'une prairie intensive, cette bande de prairie est implantée le long d'un cours d'eau ou d'un plan d'eau;
- en remplacement d'un verger basses tiges, cette bande de prairie extensive fait le tour de la parcelle;
2. elle a une largeur minimale de 8 m et maximale (subsidiabile) de 16 m;
3. elle ne reçoit aucun fertilisant et aucun produit phytopharmaceutique;
4. elle n'est pas pâturée;
5. elle n'est fauchée qu'après le 1er juillet en zone précoce et après le 15 juillet en zone tardive, Le produit de la fauche est exporté de la parcelle;
6. elle n'est pas accessible à des véhicules motorisés à des fins de loisirs.

3. Maintien et entretien des haies et bandes boisées :

A. Les agriculteurs qui s'engagent à ne pas détruire de haies ou bandes boisées, à entretenir et, si possible, améliorer le réseau de haies ou bocages de leur exploitation peuvent obtenir les subventions suivantes :

1. F 2 000 par an pour 1 ha et plus de superficie influencé par des haies ou des bocages sur une longueur d'au moins 200 m;
2. F 5 000 par an pour 2,5 ha et plus influencés par des haies ou des bocages sur une longueur d'au moins 500 m;
3. F 10 000 par an pour 5 ha et plus influencés par des haies ou des bocages sur une longueur d'au moins 1 000 m.

B. Les conditions d'octroi de ces primes sont les suivantes :

1. les haies sont des bandes continues d'arbres ou d'arbustes indigènes;
2. l'agriculteur s'engage à ne pas détruire de haie ou, en cas de nécessité, à replanter une longueur au moins équivalente à la longueur dégradée, en accord avec le ministre ayant l'agriculture dans ses attributions;
3. il veille à maintenir, restaurer ou améliorer le maillage de haies sur son exploitation et à maintenir celles-ci suffisamment denses;
4. les travaux d'entretien (taille) ne sont pas effectués entre le 15 avril et le 1er juillet et, si possible, pas entre le 1er avril et le 1er août.

Ces travaux consistent en :

- a) haie taillée : une à deux taille(s) par an;
- b) haie bocagère (taillée à la base et tête libre) : la base est taillée latéralement tous les ans ou tous les deux ans, la tête est rabattue à environ 2 mètres tous les huit à quinze ans;
- c) haie libre : taille latérale et recépage occasionnels afin de la maintenir touffue et d'éviter d'empiéter sur les terrains avoisinants;
- d) haie brise vent et bandes boisées : taille latérale éventuelle et rabattage partiel et facultatif tous les huit à quinze ans pour éviter de dégarnir la base.

4. Maintien de faibles charges en bétail :

Le maintien de charges en bétail comprises entre 0,6 et 1,4 UGB (unité de gros bétail) par hectare de superficie fourragère peut donner lieu à une subvention annuelle de F 2 000 par hectare de prairie aux conditions suivantes :

1. au moins 90 % de la superficie fourragère de référence sont constitués de prairies permanentes;
2. ces prairies sont fauchées au moins une fois par an. Leur production, obtenue par fauche ou pâturage, est exclusivement destinée au cheptel de l'exploitation;
3. l'agriculteur s'engage à ne pas réduire la superficie de prairies permanentes de son exploitation (ou la proportion de celles-ci en cas de cessation d'une partie de son exploitation);
4. il s'engage à protéger et, autant que possible, à restaurer les éventuels haies et points d'eau de son exploitation.

Pour le calcul du nombre d'UGB, il faut comptabiliser les animaux de l'exploitation comme suit :

- bovins de 2 ans et plus, équidés de plus de 6 mois : 1 UGB;
- bovins de 6 mois à deux ans : 0,6 UGB;
- brebis ou chèvres : 0,15 UGB.

Cette mesure n'est pas cumulée avec une mesure fédérale de diminution de la charge en bétail ou de reconversion à l'agriculture biologique.

5. Détention d'animaux de races locales menacées :

Les agriculteurs qui s'engagent à détenir, pendant au moins cinq ans, des animaux de races locales menacées figurant dans la liste ci-dessous peuvent obtenir une subvention annuelle de F 4 800 par cheval et F 700 par brebis ou agnelle, si ces animaux répondent aux conditions suivantes :

1. répondre au standard originel de la race reconnue comme menacée de disparition;
2. être enregistré dans le livre généalogique agréé de la race, s'il existe, et présenter une pureté de race d'au moins 87,5 % par rapport à la souche originelle;
3. être âgé d'au moins 2 ans en races équines et 6 mois en races ovines.

De plus, en races bovines et ovines, l'éleveur doit s'engager à détenir pendant cinq ans un minimum de trois femelles pour lesquelles une subvention peut être obtenue.

Pour chaque race, cette prime est réduite de 25 % par tranche de 500 femelles enregistrées au livre généalogique, à partir de 3 500 femelles soit :

- 100 % jusque 3 500;
- 75 % de 3 500 à 4 000;
- 50 % de 4 000 à 4 500;
- 25 % de 4 500 à 5 000;
- 0 % au-delà de 5 000.

La liste des races locales menacées subsidiées par la Région dans le cadre des mesures agri-environnementales est arrêtée à ce qui suit :

Races équines :

- cheval de trait belge;
- cheval de trait ardennais.

Races ovines :

- mouton laitier belge;
- mouton Sambre et Meuse;
- ardennais tacheté ou mouton des collines (Houtlandschaap);
- ardennais roux ou tête de renard brabançon (Kleine Brabantse Voskop).

6. Réduction d'intrants en céréales :

A. L'agriculteur qui s'engage à réduire la densité de ses semis en céréales peut obtenir une subvention annuelle de F 3 600 par hectare aux conditions suivantes :

- 1° La densité maximale est de 200 grains par mètre carré.
- 2° Les engrais azotés sont utilisés de façon modérée, sur base du reliquat présent et des exportations possibles.
- 3° Les traitements fongicides sont réduits ou supprimés (maximum un traitement).
- 4° Aucun traitement régulateur de croissance n'est appliqué.

B. L'agriculteur qui s'engage à ne pas utiliser d'herbicides de synthèse en culture de céréales peut obtenir une prime annuelle de F 3 600 par hectare. Sont néanmoins tolérés, en cas d'infestation importante, des traitements spécifiques contre le gaillet gratteron et le liseron, et des traitements localisés contre les orties, les chardons et les rumex.

Chacun des engagements repris sous A et B empêche l'octroi pour les surfaces concernées de subventions pour tournières extensives ou agriculture biologique.

Les subventions correspondant aux engagements repris sous A et B sont cumulables.

7. Réduction et localisation des herbicides en maïs avec mécanisation du desherbage et sous-semis :

A. L'agriculteur qui, en culture de maïs, s'engage à n'utiliser des herbicides de synthèse qu'en traitement localisé, sur la ligne de maïs, en excluant les composés de la famille des triazines, peut obtenir une subvention annuelle de F 6 000 par hectare.

L'interligne traité uniquement de façon mécanique doit atteindre un minimum de 40 cm.

B. L'agriculteur qui s'engage à couvrir de façon efficace (80 % de recouvrement des 40 cm d'interligne en septembre) les interlignes de maïs au moyen d'une culture dérobée, implantée en sous-semis peut obtenir une subvention annuelle de F 6 000 par hectare.

Chacun des engagements repris sous A et B empêche l'octroi pour les surfaces concernées de subventions pour tournières extensives ou l'agriculture biologique.

Les subventions correspondant aux engagements repris sous A et B sont cumulables à concurrence de F 7 200.

8. Couverture du sol avant culture de printemps :

L'agriculteur qui s'engage à semer un couvert végétal dès que possible après la récolte précédente (céréale) et en tout cas avant le 15 septembre, peut obtenir une subvention annuelle de F 4 000 par hectare pour autant qu'il ne détruise pas ce couvert avant le 1er février. Autant que possible, la destruction du couvert s'effectuera par des moyens mécaniques.

Cette culture dérobée doit couvrir le sol à plus de 90 % au début novembre et être suivie de l'implantation d'une culture de printemps (betterave, maïs, pois, pomme de terre,...).

Elle ne peut être constituée de plus de 50 % de légumineuses.

Les superficies subventionnées ne peuvent être considérées comme tournières extensives, jachère ou agriculture biologique.

9. Fauches très tardives avec limitation des intrants :

L'exécution de fauches très tardives peut donner lieu à une subvention annuelle de F 10 000 par hectare aux conditions suivantes :

1. aucun pâturage et aucune fauche de la parcelle avant le 1er juillet en zone précoce ou le 15 juillet en zone tardive;
2. la fauche est effectuée de l'intérieur vers l'extérieur. Autant que possible, on laisse des « bandes refuges » en bordure de parcelle;
3. le regain peut être fauché ou mis en pâture avec des charges inférieures à 2 UGB (unité de gros bétail) par hectare après le 1er septembre;
4. l'apport en fertilisants est limité, par an, à 20 tonnes de fumier ou de compost ou 20 m³ de lisier à l'hectare;
5. l'utilisation de produits phytopharmaceutiques est proscrite;
6. les travaux de drainage sont interdits mais il est possible d'entretenir de façon modérée et peu destructrice pour la faune et la flore, les drains et fossés existants.

10. Mesures conservatoires en zones humides :

Une subvention annuelle de F 2 000 par hectare peut être attribuée aux agriculteurs qui gèrent les prairies humides de façon extensive aux conditions suivantes :

1. ne pas labourer, curer ou drainer;
2. ne pas utiliser d'amendements, de fertilisants ni de produits phytopharmaceutiques;
3. entretenir ces parcelles par la fauche ou (et) le pâturage;
4. limiter la fauche à des fauches tardives;
5. ne jamais faire pâturer par des charges supérieures à 2 UGB par hectare.

11. Fermes de conservation :

11.1. Conservation et plantation de vergers traditionnels :

A. La conservation de vieux vergers haute tige peut donner lieu à une subvention annuelle de F 5 000 par hectare, aux conditions suivantes :

1. compter entre 30 et 100 arbres par hectare;
2. posséder un sous-étage herbeux permanent régulièrement entretenu par la fauche ou (et) le pâturage;
3. limiter les traitements phytopharmaceutiques;
4. remp'acer les arbres morts par des arbres haute tige de variétés anciennes;
5. préserver et entretenir les éventuels haies et points d'eau.

B. L'agriculteur qui plante des variétés anciennes d'arbres fruitiers, en haute tige, peut obtenir une subvention annuelle de F 10 000 par hectare, pendant cinq ans, aux conditions suivantes :

1. planter entre 50 et 100 arbres par hectare;
2. leur assurer un développement harmonieux (protection contre le bétail, taille de formation,...) tout en maintenant un sous-étage herbeux régulièrement entretenu.

11.2. Cultures traditionnelles telles les grandes cultures ou le maraichage :

L'agriculteur qui réalise des cultures avec d'anciennes variétés locales de plantes cultivées peut obtenir une subvention annuelle de F 4 000 par hectare pour des céréales ou cultures assimilées, F 8 000 par hectare pour des pommes de terre et F 12 000 par hectare pour des légumes, à la condition d'être agréé par l'Administration qui établira préalablement une liste des variétés admissibles, sur avis des autorités scientifiques compétentes.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 8 décembre 1994 relatif à l'octroi de subventions agri-environnementales en vue de promouvoir des méthodes de production agricole compatibles avec les exigences de la protection de l'environnement et de l'entretien de l'espace naturel.

Namur, le 8 décembre 1994.

Le Ministre-Président du Gouvernement wallon,
chargé de l'Economie, des P.M.E., des Relations extérieures et du Tourisme,
R. COLLIGNON

Le Ministre de l'Environnement, des Ressources naturelles et de l'Agriculture,
G. LUTGEN

Annexe 2

Demande de subventions agri-environnementales

FORMULAIRE A REMPLIR, EN LETTRES MAJUSCULES, A L'ENCRE NOIRE ET A REMETTRE
DUMENT COMPLETE ET SIGNE A L'INGENIEUR AGRONOME DE VOTRE CIRCONSCRIPTION

1. Identification.

Numéro d'exploitation (1) :

Numéro de producteur (1) :

Numéro I.N.S. :

Superficie totale de l'exploitation : ha

Nom :

Prénom (ou nom (2)) :

Date de naissance du demandeur (2) :

Rue et n°

Code postal et localité :

Province :

Téléphone :

N° de compte :

2. Déclaration.

Je déclare être agriculteur à titre principal et avoir pris connaissance des obligations imposées par l'arrêté du ... relatif à l'octroi de subventions agri-environnementales en vue de promouvoir des méthodes de production agricole compatibles avec les exigences de la protection de l'environnement et de l'entretien de l'espace naturel.

J'établis sur le tableau ci-après l'inventaire de l'ensemble des parcelles de mon exploitation pour lesquelles je demande une subvention agri-environnementale. Je joins également les plans topographiques au 1/10 000^e avec pour chaque parcelle la localisation par l'indication du numéro repris au tableau ci-joint et les contours exacts des parcelles.

Je m'engage à communiquer toute modification intervenue ou envisagée dans le cadre de mes engagements.

J'atteste que ces déclarations sont sincères et complètes
Date et signature du demandeur

(1) Comme mentionné sur la carte d'identification de votre exploitation (si attribuée).

(2) En cas de personnalité juridique : indiquer le nom et l'âge du ou (des) gérant(s) de l'exploitation.

Namur, le 8 décembre 1994.

Le Ministre-Président du Gouvernement wallon,
chargé de l'Economie, des P.M.E., des Relations extérieures et du Tourisme,
R. COLLIGNON

Le Ministre de l'Environnement, des Ressources naturelles et de l'Agriculture,
G. LUTGEN

Annexe 3

Méthodes de production auxquelles l'exploitant souscrit**FORMULAIRE A UTILISER POUR CHACUNE DES METHODES DE PRODUCTION SOUSCRITE**

Je m'engage à appliquer la méthode de production prévue à l'article 2, de l'arrêté du Gouvernement wallon du ... relatif à l'octroi de subventions agri-environnementales en vue de promouvoir des méthodes de production compatibles avec les exigences de la protection de l'environnement et de l'entretien de l'espace naturel, à savoir ... sur une superficie de ha ... a, localisé(s) avec précision sur les plans topographiques à l'échelle 1/10 000^e ci-joints.

J'atteste que ces déclarations sont sincères et complètes.

Nombre total d'annexes :

Date et signature du demandeur

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 8 décembre 1994 relatif à l'octroi de subventions agri-environnementales en vue de promouvoir des méthodes de production agricole compatibles avec les exigences de la protection de l'environnement et de l'entretien de l'espace naturel.

Namur, le 8 décembre 1994.

Le Ministre-Président du Gouvernement wallon,
chargé de l'Economie, des P.M.E., des Relations extérieures et du Tourisme,

R. COLLIGNON

Le Ministre de l'Environnement, des Ressources naturelles et de l'Agriculture,

G. LUTGEN

Annexe 4

**Déclaration complémentaire concernant la détention
d'animaux de races locales menacées**

Je m'engage à appliquer la méthode de production prévue par l'arrêté du Gouvernement Wallon du 8 décembre 1994 relatif à l'octroi de subventions agri-environnementales en vue de promouvoir des méthodes de production compatibles avec les exigences de la protection de l'environnement et de l'entretien de l'espace naturel, en son article 2, 5^o « détention d'animaux de races locales menacées ».

Je déclare détenir :

... chevaux de 2 ans ou plus

... brebis ou agnelles de plus de 6 mois

appartenant à l'une des races locales reconnues comme menacées en Région wallonne et joins les copies certifiées conformes des documents d'identification de ces animaux.

Je m'engage à signaler immédiatement à la Région wallonne la vente ou le décès d'un animal pour lequel une subvention a été accordée.

J'atteste que ces déclarations sont sincères et complètes

Date et signature du demandeur

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 8 décembre 1994 relatif à l'octroi de subventions agri-environnementales en vue de promouvoir des méthodes de production agricole compatibles avec les exigences de la protection de l'environnement et de l'entretien de l'espace naturel.

Namur, le 8 décembre 1994.

Le Ministre-Président du Gouvernement wallon,
chargé de l'Economie, des P.M.E., des Relations extérieures et du Tourisme,

R. COLLIGNON

Le Ministre de l'Environnement, des Ressources naturelles et de l'Agriculture,

G. LUTGEN

ÜBERSETZUNG

D. 95 — 540

[C — 27107]

8. DEZEMBER 1994. — Erlaß der Wallonischen Regierung zur Gewährung von agrarökologischen Subventionen zur Förderung von umweltgerechten und den natürlichen Lebensraum schützenden landwirtschaftlichen Produktionsverfahren

Aufgrund des Vertrags vom 25. März 1957 zur Gründung der Europäischen Wirtschaftsgemeinschaft, unterzeichnet in Rom und gebilligt durch das Gesetz vom 2. Dezember 1957, insbesondere der Artikel 42 und 43;

Aufgrund der Verordnung des Rates der Europäischen Gemeinschaften (EWG) 2078/92 vom 30. Juni 1992 für umweltgerechte und den natürlichen Lebensraum schützende landwirtschaftliche Produktionsverfahren, insbesondere Artikel 3 § 2 4;

Aufgrund des Einverständnisses des Haushaltsministers vom 26. September 1994;

Aufgrund der durch Artikel 6 § 3bis 5^o des Sondergesetzes vom 8. August 1980, der durch das Sondergesetz vom 16. Juli 1993 eingefügt wurde, vorgesehenen Konzertierung;

Aufgrund der Entscheidung der Europäischen Kommission vom 17. November 1994 zur Verabschiedung des agrarökologischen Programms in Belgien;

Aufgrund der am 12. Juni 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat, insbesondere Artikel 3 § 1, abgeändert durch das Gesetz vom 4. Juli 1989;

Aufgrund der Dringlichkeit;

In der Erwägung der Notwendigkeit, Maßnahmen zu verabschieden, die dazu dienen, die Landwirte aufzufordern, landwirtschaftliche Produktionsverfahren einzusetzen, die umweltgerecht sind und den natürlichen Lebensraum schützen;

In der Erwägung, daß diese Maßnahmen unverzüglich zu verabschieden sind, um den Verordnungen der Europäischen Kommission folge zu leisten;

Auf Vorschlag des Ministers der Umwelt, der Naturschätze und der Landwirtschaft,

Beschließt die Wallonische Regierung:

Artikel 1. Für die Anwendung des vorliegenden Erlasses gelten folgende Begriffe:

1° Minister: der Minister der Wallonischen Region, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Landwirtschaft gehört;

2° Verwaltung: die Verwaltungsbehörde der Wallonischen Region, zu deren Zuständigkeitsbereich die Landwirtschaft gehört;

3° Zone mit frühem Wachstum: abgesehen von den benachteiligten Zonen das gesamte Gebiet der Wallonischen Region, d.h. die lehmhaltigen und die lehm- und sandhaltigen landwirtschaftlichen Gebiete, das Hennegauische Kempen, das Gebiet des Kondroz und ein Teil der Lütticher Weidegegend (« Pays de Herve »);

4° Zone mit spätem Wachstum: der Teil des Gebietes der Wallonischen Region, der sich in einer im Sinne der EWG-Richtlinien 75/268 und 75/269 bestimmten benachteiligten Zonen befindet, die im Anhang I des Ministerialerlasses vom 4. September 1990 festgelegt sind, d.h. die landwirtschaftlichen Gebiete der Famenne, der Ardennen, der Hochardennen, der Juragegend, die Vennweidegegend und ein Teil der Lütticher Weidegegend (« Lütticher Ardennen »);

5° Erhaltungsbetrieb: Betrieb, in dem sowohl die Zucht bedrohter lokaler Tierarten (Sie Punkt 5, Anhang 1), als auch die traditionellen Kulturen (Sie Punkt 11.1 und/oder 11.2, Anhang 1) betrieben werden.

Art. 2. Die Region gewährt agrarökologische Subventionen für jene Landwirte, die sich verpflichten, eine oder mehrere der folgenden Produktionsmethoden auf einer Fläche von mindestens 0,5 Ha und unter den Bedingungen, die in Anlage 1 festgelegt sind, anzuwenden:

- 1° Spätschnitt und Vervielfältigung der Aussaat auf Wechselwiesen;
- 2° Einrichtung von Erhaltungswendeflächen und extensiv genutzte Wiesenstreifen;
- 3° Aufrechterhaltung und Unterhalt der Hecken und Baumhecken in den landwirtschaftlichen Flächen;
- 4° Aufrechterhaltung eines geringen Tierbesatzes;
- 5° Haltung von Tieren bedrohter lokaler Rassen;
- 6° Verringerung der Einträge in Getreidekulturen;
- 7° Verringerung und Lokalisierung der Unkrautvertilgungsmittel bei Maisanbau mit Mechanisierung der Unkrautbekämpfung und Untersaaten;
- 8° Bodenbedeckung vor der Frühjahrskultur;
- 9° Sehr spätes Mähen mit Einschränkung der Einträge;
- 10° Konservierungsmaßnahmen in Feuchtgebieten;
- 11° die in Artikel 1 5° definierten Erhaltungsbetriebe.

Art. 3. § 1. Im Rahmen der verfügbaren Haushaltsmittel werden die Subventionen für die in Artikel 2, 6° bis 11° genannten Produktionsmaßnahmen der Aufstellung von Bewirtschaftungsplänen des Betriebs, die durch die Verwaltung in enger Zusammenarbeit mit den Betreibern ausgearbeitet werden, untergeordnet.

Diese Bewirtschaftungspläne werden ausgearbeitet, um als technische Unterstützungsgrundlage und Rahmen für die Durchführungsmaßnahmen zur Verbesserung der globalen Auswirkungen des Betriebs auf die Umwelt zu dienen. Unter Zugrundelegung einer Ausgangsbestandsaufnahme umfassen sie kurzfristige (1 Jahr), mittelfristige (5 Jahre) und langfristige Ziele. Jedes Jahr ziehen der Betreiber und die Verwaltung Bilanz der durchgeführten Maßnahmen und der dabei aufgetretenen Schwierigkeiten. Im Anschluß daran überarbeiten sie ihre Zielsetzungen.

Der gesamte Betrieb wird umweltgerecht genutzt. Zusätzlich zu der Anwendung von verschiedenen agrarökologischen Maßnahmen auf alle oder bestimmte Parzellen des Betriebs, beinhaltet der Bewirtschaftungsplan eine Überprüfung der Verbesserungsmöglichkeiten der landwirtschaftlichen Praxis, unter Berücksichtigung folgender Punkte:

- 1° Anwendung von Verhaltensregeln für eine gute fachliche Praxis in der Landwirtschaft;
- 2° Anwendung neuer Anbautechniken und Verbesserung bereits bestehender Techniken (Lokale Anwendungen, mechanische Unkrautbekämpfung, biologische und integrierte Schädlingsbekämpfung, usw.);
- 3° Pflanzenschutzmaßnahmen auf der Grundlage eines Frühwarnsystems und unter Berücksichtigung des Schadschwellenprinzips;
- 4° regelmäßige Überprüfung der Ausbringungs- und Sprühgeräte;
- 5° Anpassung der Düngeperioden und der Mengen der angewandten Düngemittel unter Berücksichtigung von Nährstoffbilanzen (Bodenreserven, voraussichtliche Exportmengen, ...) mit Ausarbeitung eines Düngeplans und Führung eines Düngebuches;
- 6° Lagerung und Nutzungsarten des Dungs: Anpassung der Lagerkapazitäten oder Teilnahme an Güllebanken, Vermischung von Gülle, ausreichende Kohlenstoffzufuhr (Stroh, Holzspäne, ...) und Kompostieren von Stallmist;
- 7° Maßnahmen landschaftlicher Integration (eventuelle Anpflanzungen, Aussaat von « Blumen » in Wendeflächen, Anstrich oder Sandstrahlen von Gebäuden, Standort und Aussehen neuer Gebäude, ...), Maßnahmen zum Schutz oder zur Wiederherstellung des kleinen Erbgutes und der biologischen Vielfalt (Teiche und Feuchtgebiete, Hecken, usw.) und ggf. Klärung der Abwässer (Geruchsbekämpfung, Anlegen eines Absetzteiches für Abwässer, usw.)

§ 2. Die Subventionen für die in Artikel 2 6° bis 8° angeführten Produktionsmaßnahmen sind auf die Parzellen begrenzt, die sich in folgenden Zonen befinden:

1° entweder in einer Grundwasserschutzzone im Sinne des Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive vom 14. November 1991 über die Entnahme von Grundwasser, die Wasserentnahme-, Präventiv- und Überwachungszone und die künstliche Anreicherung des Grundwassers;

2° oder in einem gefährdeten Gebiet im Sinne des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 5. Mai 1994;

3° oder in einer im Dekret vom 16. Juli 1985 angeführten Naturparkzone;

4° oder aber in Zonen, die in dem Abkommen von Ramsar und der Europäischen Richtlinien « Vögel » (79/409 vom 2. April 1979) und « Wohnraum » (92/43 vom 2. Mai 1992): Sonderschutzzonen (SSZ) und Sondererhaltungszonen (SEZ).

§ 3. Die Subventionen für die in Artikel 2 9° und 10° angeführten Produktionsmaßnahmen sind auf die Parzellen begrenzt, die sich in Naturparkzonen, Sonderschutzzonen oder Sondererhaltungszonen befinden.

§ 4. Die Betreiber der « Erhaltungsbetriebe » müssen sich verpflichten, die in Artikel 2 5° und 11° angeführten Produktionsmethoden anzuwenden.

Unabhängig von ihrem Standort in der Wallonie, können sie in den Genuß der gesamten agrarökologischen Maßnahmen (Art. 2 1° bis 11°) gelangen.

Art. 4. Der Landwirt im Sinne des vorliegenden Artikels ist entweder hauptberuflicher Landwirt, oder Verwalter einer dem Gesetz vom 12. Juli 1979 über die Gründung einer landwirtschaftlichen Gesellschaft unterliegenden landwirtschaftlichen Gesellschaft, oder aber Verwalter einer Gesellschaft, die in der Form einer Handelsgesellschaft gegründet wurde und deren Haupttätigkeit landwirtschaftlicher Art ist.

Wenn die Gesellschaft als Handelsgesellschaft gegründet wurde, müssen die Aktien oder repräsentativen Kapitalanteile namentlich sein und zu mehr als 50 v.H. den Verwaltern der Gesellschaft gehören.

Art. 5. Jede Verpflichtung des Landwirts bezieht sich auf einen Zeitraum von fünf Jahren.

Wenn der Landwirt in den Ruhestand tritt oder wenn der Pachtvertrag der im Rahmen des agrarökologischen Programms subventionierten Parzellen nicht erneuert wird und daher die Tätigkeit eingestellt wird, gilt die Verpflichtung für die Betriebsdauer.

Art. 6. Die Subventionen können nicht für die Flächen gewährt werden, die Gegenstand einer gemeinschaftlichen Flächenstillegungsregelung sind (Vorschriften der Verordnungen über die gemeinsamen Marktorganisationen).

Art. 7. Vorbehaltlos der in der Anlage 1 vorgesehenen Einschränkungen werden für die verschiedenen föderalen und regionalen agrarökologischen Subventionen folgende kumulierte Höchstbeträge festgesetzt:

1° 7 200 BEF/Ha jährlich für die Kulturen, für die eine Hektarprämie entsprechend den Vorschriften der Verordnungen über die gemeinsamen Marktorganisationen gewährt wird;

2° 12 000 BEF/Ha jährlich für die anderen einjährigen Kulturen und für Grünland;

3° 200 000 BEF je Betrieb jährlich, erhöht um 2 000 BEF pro zusätzlichen Hektar ab einer Fläche von 30 Ha.

Der in Absatz 1 2° vorgesehene Höchstbetrag wird auf 16 800 BEF/Ha jährlich angehoben für die Erhaltungsbetriebe und die Landwirte, die biologische Produktionsmethoden gemäß des Königlichen Erlasses vom 17. April 1992 einsetzen.

Art. 8. Der Subventionsantrag ist beim Ministerium der Wallonischen Region anhand der Formulare zu stellen, von denen je ein Modell in Anhang 2, 3 und ggf. Anhang 4 angeführt ist.

Die Antragsakte umfaßt:

1° einen Plan des Betriebs im Maßstab 1/10 000 um die Lokalisierung der betroffenen Parzellen zu ermöglichen;

2° ein Formular, ausgefüllt von der Sozialversicherungskasse, bei der die natürliche Person oder die Verwalter der juristischen Person eingetragen sind, das bescheinigt, daß der Antragsteller die Eigenschaft als hauptberuflicher Landwirt besitzt;

3° eine Abschrift aller Identifizierungsdokumente der Tiere, wenn die Verpflichtung auf Artikel 2 5° beruht.

Jeder Antrag ist innerhalb einer Frist von zwei Wochen nach Eingang der Akte Gegenstand einer Empfangsbestätigung. Jede unvollständige Antragsakte wird innerhalb der gleichen Frist zurückgesandt.

Art. 9. Der Minister beschließt über jeden Antrag auf Subventionierung.

Art. 10. Die Gewährungsmitteilung verpflichtet zur Beachtung der eingegangenen Verpflichtungen und verpflichtet den Antragsteller:

1° sich einer Kontrolle der Beachtung der eingegangenen Verpflichtungen zu unterziehen;

2° sich einverstanden zu erklären, als Modell für andere Landwirte zu dienen;

3° der Region alle technischen und finanztechnischen Angaben zur Verfügung zu stellen, um die Ausarbeitung einer wirtschaftlichen und umweltspezifischen Bilanz der eingegangenen Verpflichtungen zu ermöglichen.

Die Verpflichtung beginnt am Tag der Gewährungsmitteilung.

Art. 11. Die Subventionen sind innerhalb von sechs Monaten nach Gewährungsnotifizierung in Höhe von 50 v.H. des Jahresbetrags auszuführen. Der Restbetrag ist innerhalb von sechs Monaten nach der ersten Teilzahlung zu zahlen. Dieser Auszahlungsrythmus von sechs Monaten wird während des gesamten subventionierten Zeitraums, d.h. während fünf Jahren aufrechterhalten.

Die Subventionen sind nur zahlbar, wenn der Landwirt die in den Artikeln 2 3 4 und 10 sowie in der Anlage 1 angeführten Bedingungen erfüllt.

Art. 12. Die ausgezahlten Subventionen sind rückzuerstatten, wenn der Landwirt während des in Artikel 5 genannten Zeitraums oder während den darauffolgenden 24 Monaten endgültig aufgrund eines Verstosses gegen die Gesetzgebung in Sachen Umwelt oder Naturschutz verurteilt wird.

Art. 13. Der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Landwirtschaft gehört, wird mit der Ausführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 8. Dezember 1994.

Der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Regierung,
beauftragt mit der Wirtschaft, den KMB, den Auswärtigen Beziehungen und dem Tourismus,

R. COLLIGNON

Der Minister der Umwelt, der Naturschätze und der Landwirtschaft,

G. LUTGEN

Anlage 1

Bedingungen bezüglich umweltgerechter Produktionsverfahren

1. Durchführung des Spätschnitts und Vervielfältigung der Aussaat auf Wechselwiesen

A. Die Durchführung eines Spätschnitts kann unter folgenden Bedingungen Anlaß zur Gewährung einer Prämie von 5 000 BEF/Ha jährlich geben.

1. Keine Beweidung und kein Schnitt der Parzelle vor dem 20. Juni in einer Zone mit frühem Wachstum oder vor dem 1. Juli in einer Zone mit spätem Wachstum.

2. Gemäßigtes Einbringen von Düngemitteln (um eine gute Vervielfältigung Aufrecht zu erhalten, wird empfohlen die Menge von 60 Einheiten Stickstoff je Hektar jährlich oder 40 Tonnen Mist oder Kompost oder aber $2 \times 20 \text{ M}^3$ Gülle nicht zu überschreiten).

Eine durch einen Experten, der durch den Minister benannt wurde, durchgeführte pflanzenkundliche Aufstellung muß ermöglichen, die Präsenz und das Mindestmaß von Zeigerpflanzen, die auf extensive Mähwiesen hinweisen, nachzuweisen.

3. Keine Anwendung von Pflanzenschutzmitteln, mit Ausnahme der lokalen Behandlung gegen Disteln und Ampfer.

B. Die Vervielfältigung der Aussaat auf Wechselwiesen kann unter folgenden Bedingungen Anlaß zur Gewährung einer Zusatzprämie von 3 000 BEF/Ha für das Jahr der Einrichtung geben.

1. Die Zusammenstellung des Saatgutes wird der Verwaltung mitgeteilt, um eine pflanzenkundliche Aufstellung zu ermöglichen. Zudem wird nichts unterlassen, um die Vervielfältigung der Flora Aufrecht zu erhalten.

2. Diese Zusatzprämie wird nur einmal in fünf Jahren gewährt und setzt das Einführen des Systems des « Spätschnitts » während diesen fünf Jahren voraus.

3. Eine durch einen Experten durchgeführte pflanzenkundliche Aufstellung muß ermöglichen, einen ausreichenden Anteil der ausgesäten Arten und der Zeigerpflanzen nachzuweisen.

4. Eine Liste der vorgeschlagenen Arten wird unter Punkt C angeführt. Insofern es verfügbar ist, sollte das Saatgut regionaler Herkunft sein. Die Wahl der Zusammenstellung des Saatgutes wird der Bewertung des Landwirtes überlassen, insofern folgende Bedingungen erfüllt sind:

1° Gräser:

— der Prozentsatz (des Gewichts) liegt zwischen 50 und 60 v.H. der Mischung;

— nicht-ausdauernde oder sehr intensive Pflanzen, wie z.B. das hybride, italienische oder Westerworld-Raygras sowie die Anbautrespen sind auszuschliessen;

— das englische Raygras, das Wiesenlieschgras, der Wiesenschwingel, und das Knaulgras sind jeweils zu höchstens 10 v.H. in der Mischung vertreten;

— mindestens zwei weitere Arten sind vertreten, wobei jede dieser beiden Arten zu mindestens 5 v.H. vertreten ist.

2° Leguminosen:

— der Prozentsatz (des Gewichts) liegt zwischen 15 und 40 v.H. der Mischung;

— mindestens 3 Arten sind jeweils zu mindestens 5 v.H. der Mischung vertreten; unter diesen Arten befindet sich mindestens eine andere Art als der Rotklee, der Weißklee und die Luzerne.

3° Weitere Dikotylen:

Andere Dikotylen (« Blütenpflanzen ») können in die Mischung integriert werden, um den ästhetischen Charakter und das Landschaftsbild zu verbessern, sowie die Zahl der honigtragenden Pflanzen zu erhöhen, unter der Bedingung, daß keine Pflanze mehr als 4 v.H. der Mischung ausmacht, und daß die gesamten « anderen Dikotylen » nicht mehr als 10 v.H. der Mischung ausmachen.

C. Liste der für die begrasten Randstreifen oder Wendeflächen und die Vervielfältigung der Aussaat auf Wechselwiesen vorgeschlagenen Arten

Gräser:

Alopecurus pratensis	Wiesenfuchsschwanz
Anthoxanthum odoratum	Ruchgras
Arrhenatherum elatius	Glatthafer
Dactylis glomerata	Knaulgras
Festuca arundinacea	Rohrschwengel
Festuca pratensis	Wiesenschwingel
Festuca rubra	Rotschwengel
Lolium Perenne	Englisches Raygras
Phleum pratense	Wiesenlieschgras
Poa pratensis	Wiesenrispengras
Trisetum flavescens	Goldhafer

Leguminosen:

Lotus corniculatus	Gemeiner Hornschotenklee
Medicago lupulina	Hopfenklee
Medicago sativa	Luzerne
Onobrychis viciifolia	Kulturspargeltee
Trifolium pratense	Rotklee
Trifolium repens	Weißklee

Andere Kräuter:

Angelica sylvestris	Wald-Engelwurz
Anthriscus sylvestris	Wiesenkerbel
Borago officinalis	Borretsch
Centaurea cyanus	Kornblume
Cichorium intybus	Blaue Wegwarte
Daucus carota	Wilde Möhre
Heracleum spondylium	Bärenklau

Hypericum perforatum	Echtes Johanniskraut
Leucanthemum vulgare	Wiesenwucherblume
Lychnis Flos-cuculi	Kuckucks-Lichtnelke
Lythrum salicaria	Blutweiderich
Malva moschata	Moschusmalve
Malva sylvestris	Wilde Malve
Melilotus alba	Weisser Stein- (Honig-) Klee
Melilotus officinalis	Echter Steinklee
Mentha aquatica	Wasserminze
Papaver dubium	Kleinsmohn
Papaver rhoeas	Klatschmohn
Plantago lanceolata	Spitzwegerich
Prunella vulgaris	Kleine Brunelle
Rumex acetosa	Grosser Ampfer
Scrophularia nodosa	Knotiger Braunwurz
Symphytum asperum	Rauer Beinwell
Symphytum officinale	Gemeiner Beinwell
Symphytum xuplandicum	Bastard-Beinwell
Trifolium hybridum	Schwedenklee (Bastardklee)
Trifolium incarnatum	Inkarnatklee

2. Erhaltungswendeflächen und extensiv genutzte Wiesenstreifen:

A. Ersetzung einer gepflügten Kultur durch einen extensiv genutzten Wiesenstreifen oder eine begraste Wendefläche für eine Dauer von fünf Jahren. Diese Ersetzung kann unter folgenden Bedingungen Anlaß zur Gewährung einer jährlichen Subvention von 10 000 BEF je Hektar Feld mit Wendeflächen geben, die nachstehend definiert sind:

1. In Extremfällen stellt diese begraste Erhaltungswendefläche höchstens die Hälfte der Fläche der Parzelle dar.

Es wurde vereinbart, daß die Fläche des Feldes mit einer Wendefläche, die als Richtfläche für die Berechnung der Prämie genommen wird, in allen Fällen der doppelten Fläche der begrasteten Wendefläche entspricht.

2. Dieser Wiesenstreifen am Rande des Feldes (auch Vorgewende oder Wendefläche genannt) wird prioritär entlang eines Wasserlaufs oder eines Feuchtgebietes angelegt. Er kann ebenfalls entlang von Wäldern oder Hecken, Böschungen, Wegen, Parzellierungen oder Wohnhäusern angelegt werden. Er darf nur dann entlang einer anderen gepflügten Kultur angelegt werden, wenn eine Erhaltungswendefläche ebenfalls auf der anderen Seite der Parzellengrenze besteht, oder wenn ein schriftliches Einverständnis des Betreibers der Nachbarparzelle vorliegt.

3. Dieser Wiesenstreifen hat eine Mindestbreite von 4 Metern (8 Meter entlang eines Wasserlaufs oder eines Feuchtgebietes) und eine (bezuschußbare) Höchstbreite von 16 Metern.

4. Er wird mit einer vielfältigen Mischung (Siehe 1B) eingesät, dessen Zusammenstellung der Verwaltung mitgeteilt wird.

5. Auf den Wiesenstreifen wird keinerlei Dünger eingebracht.

6. Er wird mit keinem pflanzenschutzlichen Produkt behandelt, mit Ausnahme einer lokalen Behandlung gegen Nesseln, Disteln und Ampfer.

7. Er wird nicht beweidet.

8. Er wird erst nach dem 1. Juli in einer Zone mit frühem Wachstum und nach dem 15. Juli in einer Zone mit spätem Wachstum gemäht. Der Ertrag des Schnitts wird von der Parzelle entfernt.

9. Er ist für zu Freizeitwecken eingesetzten motorisierten Fahrzeugen nicht zugänglich.

10. Wenn die betroffene Parzelle Gegenstand einer gemeinschaftlichen Flächenstillegungsregelung ist, kann keinerlei Subvention für das betreffende Jahr gewährt werden.

B. Das Anlegen einer extensiv genutzten Wendefläche für eine Dauer von wenigstens 5 Jahren kann unter folgenden Bedingungen Anlaß einer jährlichen Prämie von 5 000 BEF je Hektar Feld mit Wendeflächen geben, die nachstehend definiert sind:

1. In Extremfällen stellt diese extensiv genutzte Wendefläche höchstens die Hälfte der Fläche der Parzelle dar.

In allen Fällen entspricht die Fläche des Feldes mit Wendeflächen, die als Richtfläche für die Berechnung der Prämie genommen wird, vereinbarungsmäßig der doppelten Fläche der extensiv genutzten Wendefläche.

2. Die extensiv genutzte Wendefläche wird eingesät und wie die Hauptkultur geerntet.

3. Er wird entlang von Wäldern oder Hecken, Böschungen, Wegen, Parzellierungen oder Wohnhäusern angelegt, mit Ausnahme der Grenze einer anderen Kultur (außer wenn eine Wendefläche ebenfalls auf der anderen Seite der Parzellengrenze besteht, oder wenn ein schriftliches Einverständnis des Betreibers der Nachbarparzelle vorliegt).

4. Er hat eine Mindestbreite von 4 Metern und eine (bezuschußbare) Höchstbreite von 16 Metern.

5. Auf die Wendefläche wird keinerlei Dünger eingebracht.

6. Pflanzenschutzliche Behandlungen werden toleriert, außer wenn Leinen oder Getreide angepflanzt wird. In den beiden letztgenannten Fällen werden der Einsatz von spezifischen Unkrautvertilgungsmitteln erlaubt, im Fall eines umfangreichen Befalls von zum Beispiel Klebkraut oder Ackerwinde. Zudem erlaubt sind in diesen Fällen lokale Behandlungen gegen Nesseln, Disteln und Ampfer.

7. Wenn die betroffene Parzelle Gegenstand einer gemeinschaftlichen Flächenstillegungsregelung ist, kann keinerlei Subvention für das betreffende Jahr gewährt werden.

C. Die Ersetzung einer intensiv genutzten Wiese oder einer Buschobstbaumanlage durch einen extensiv genutzten Wiesenstreifen, der für eine Dauer von fünf Jahren angelegt wird, kann unter folgenden Bedingungen Anlaß zur Gewährung einer jährlichen Prämie von 10 000 BEF je Hektar extensiv genutzter Wiesenstreifen geben, die nachstehend definiert sind:

1. In Ersetzung einer intensiv genutzten Wiese wird dieser Wiesenstreifen entlang eines Wasserlaufs oder einer Wasserstelle angelegt.

In Ersetzung einer Buschobstbaumanlage umrandet dieser extensiv genutzte Wiesenstreifen die gesamte Parzelle.

2. Er hat eine Mindestbreite von 8 Metern und eine (bezuschußbare) Höchstbreite von 16 Metern.
3. Auf den extensiv genutzten Wiesenstreifen wird keinerlei Dünger und keinerlei Pflanzenschutzmittel eingebracht.
4. Er wird nicht beweidet.
5. Er wird erst nach dem 1. Juli in einer Zone mit frühem Wachstum und nach dem 15. Juli in einer Zone mit spätem Wachstum gemäht. Der Ertrag des Mähens wird von der Parzelle entfernt.
6. Sie ist für zu Freizeitzwecken eingesetzten motorisierten Fahrzeugen nicht zugänglich.

3. Aufrechterhaltung und unterhalt der Hecken und Baumhecken in den Landwirtschaftlichen Flächen

A. Jene Landwirte, die sich verpflichten, die Hecken und Baumhecken nicht zu zerstören und zu unterhalten sowie insofern möglich das Netz der Hecken und Haine auf ihrem Betriebsgelände zu verbessern, können in den Genuß folgender Subventionen gelangen:

1. 2 000 BEF jährlich für eine Fläche von 1 Hektar und mehr, die auf einer Länge von mindestens 200 Metern im Einflußbereich von Hecken und Hainen liegt;
2. 5 000 BEF jährlich für eine Fläche von 2,5 Hektar und mehr, die auf einer Länge von mindestens 500 Metern im Einflußbereich von Hecken und Hainen liegt;
3. 10 000 BEF jährlich für eine Fläche von 5 Hektar und mehr, die auf einer Länge von mindestens 1 000 Metern im Einflußbereich von Hecken und Hainen liegt.

B. Die Prämien werden unter folgenden Bedingungen gewährt:

1. bei den Hecken handelt es sich um ununterbrochene Streifen einheimischer Bäume oder Sträucher;
2. der Landwirt verpflichtet sich, die Hecken nicht zu zerstören oder falls notwendig auf einer Länge neu anzupflanzen, die mindestens der zerstörten Länge entspricht, im Einverständnis mit dem Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Landwirtschaft gehört;
3. Er achtet darauf, das Heckennetz auf seinem Betriebsgelände zu erhalten, zu restaurieren oder zu verbessern, und diese Hecken ausreichend dicht zu halten;
4. Die Unterhaltsarbeiten (Schnitt) dürfen nicht zwischen dem 15. April und dem 1. Juli und wenn möglich nicht zwischen dem 1. April und dem 1. August durchgeführt werden.

Diese Arbeiten sind folgender Art:

- a) Geschnittene Hecke: ein oder zwei Schnitte im Jahr;
- b) Schutzhecke: (bodennah geschnitten, Heckenkopf nicht geschnitten): der bodennahe Teil wird jährlich oder alle zwei Jahre seitlich geschnitten. Der Heckenkopf wird alle 8 bis 15 Jahre auf zwei Meter zurückgeschnitten.
- c) Freie Hecke: gelegentlich seitlicher Schnitt und Zurückschnitt, um die Hecke dicht zu halten und um nicht auf Nachbargrundstücke überzugreifen;
- d) Windschutzhecke und Baumhecken: eventuell ein seitlicher Schnitt und ein eventueller Teilrückschnitt alle 8 bis 15 Jahre, damit der untere Teil nicht auslichtet.

4. Aufrechterhaltung eines geringen Tierbestandes

Die Aufrechterhaltung von Tierbesatz zwischen 0,6 und 1,4 GVE (Großvieheinheit) je Hektar Futterfläche kann unter folgenden Bedingungen Anlaß zur Gewährung einer jährlichen Prämie von 2 900 BEF je Hektar Weidefläche geben:

1. mindestens 90 v.H. der berücksichtigten Futterfläche bestehen aus Dauerweiden;
2. diese Wiesen werden mindestens einmal jährlich gemäht. Der Mäh- oder Weideertrag wird ausschließlich für den Tierbestand des eigenen Betriebs bestimmt;
3. der Landwirt verpflichtet sich, die Fläche der Dauerwiesen seines Betriebs nicht zu verringern (oder den Anteil dieser Dauerwiesen im Fall der Arbeitseinstellung einer Teils seines Betriebs);
4. er verpflichtet sich, die möglicherweise auf seinem Betriebsgelände existierenden Hecken und Wasserstellen zu schützen und insofern möglich zu restaurieren.

Für die Berechnung der Anzahl GVE, sind die Tiere des Betriebs folgendermaßen zusammenzuzählen:

- Rinder von 2 Jahren und älter: 1 GVE
- Pferde von mehr als 6 Monaten: 1 GVE
- Rinder von 6 Monaten bis 2 Jahren: 0,6 GVE
- Schafe oder Ziegen: 0,15 GVE

Diese Maßnahme ist nicht kumulierbar mit einer föderalen Maßnahme zur Verringerung der Tierbesatzes oder der Umwandlung zur biologischen Landwirtschaft.

5. Haltung von Tieren bedrohter lokaler Rassen

Die Landwirte, die sich verpflichten, während mindestens fünf Jahren Tiere bedrohter lokaler Rassen, die in der nachstehenden Liste angeführt sind, zu halten, können in den Genuß einer jährlichen Prämie von 4 800 BEF je Pferd und 700 BEF je Mutterschaf oder weibliches Lamm erhalten, wenn diese Tiere die folgenden Bedingungen erfüllen:

1. dem ursprünglichen Standard der als vom Aussterben bedrohten anerkannten Tierart entsprechen;
 2. in das anerkannte Stammbuch der Rasse eingetragen sein, wenn ein solches Buch vorliegt und eine Reinrassigkeit von mindestens 87,5 v.H. im Vergleich zu der ursprünglichen Rasse aufweisen;
 3. für die Pferderassen wenigstens 2 Jahre alt sein und für die Schafassen wenigstens 6 Monate alt sein.
- Außerdem muß sich der Züchter im Fall der Rinder- und Schafassen verpflichten, während fünf Jahren mindestens drei weibliche Tiere zu halten, für die eine Subvention erhalten werden kann.

Für jede dieser Rassen wird die Prämie ab der Anzahl von 3 500 weiblichen Tieren um 25 v.H. je 500 in das Stammbuch eingetragene weibliche Tiere verringert, d.h.

- 100 v.H. bis 3 500 Tiere
- 75 v.H. von 3 500 bis 4 000 Tieren
- 50 v.H. von 4 000 bis 4 500 Tieren
- 25 v.H. von 4 500 bis 5 000 Tieren
- 0 v.H. über 5 000 Tieren

Die Liste der bedrohten lokalen Rassen, für die von der Region im Rahmen der agrarökologischen Maßnahmen ein Zuschuß gewährt werden kann, wird folgendermaßen festgelegt:

Pferderassen:

- Belgisches Zugpferd
- Ardennner Zugpferd

Schafassen:

- Belgisches Milchschaaf
- Maas und Samberschaaf
- Bergschaf (Houtlandschaap) oder gefleckter Ardennner
- Kleiner Brabanter Fuchskopf oder Roter Ardennner

6. Verringerung der einträge in Getreidekulturen

A. Der Landwirt, der sich verpflichtet, die Dichte der Getreidesaat zu verringern, kann unter folgenden Bedingungen in den Genuß einer jährlichen Prämie von 3 600 BEF je Hektar gelangen:

1. Die Höchstdichte beträgt 200 Körner pro Quadratmeter.
2. Die stickstoffhaltigen Düngemittel werden begrenzt angewandt, unter Berücksichtigung der vorhandenen Restkonzentration und der möglichen Ausfuhr.
3. Die Schimmelpilzbehandlung wird verringert oder eingestellt (höchstens eine Behandlung).
4. Keine wachstumsregelnde Behandlung wird angewandt.

B. Dem Landwirt, der sich verpflichtet, keine synthetischen Unkrautvernichtungsmittel in seinem Getreideanbau anzuwenden, kann eine jährliche Prämie von 3 600 BEF je Hektar gewährt werden. Im Fall eines umfangreichen Befalls werden spezifische Behandlungen von zum Beispiel Klebkraut oder Ackerwinde und lokale Behandlungen gegen Nesseln, Disteln und Ampfer toleriert.

Jede der unter Punkt A. und B. eingegangenen Verpflichtungen verhindert für die betreffenden Flächen die Gewährung von Subventionen für extensiv genutzte Wendeflächen oder die biologische Landwirtschaft.

Die Subventionen, die für die unter Punkt A. und B. eingegangenen Verpflichtungen gewährt werden, sind kumulierbar.

7. Verringerung und lokalisierung der Unkrautvernichtungsmittel bei Maisanbau mit mechanisierung der Unkrautbekämpfung und Untersaaten

A. Der Landwirt, der sich bei einem Maisanbau verpflichtet, synthetische Unkrautvernichtungsmittel nur lokal für die Maisreihe anzuwenden, wobei er jedoch die Mittel, die einen Stoff aus der Familie der Triazine ausschließt, kann in den Genuß einer jährlichen Prämie von 6 000 BEF je Hektar gelangen.

Der Abstand der ausschließlich mechanisch behandelten Reihen muß mindestens 40 Cm betragen.

B. Dem Landwirt, der sich verpflichtet, den Reihenabstand der Maiskultur wirksam abzudecken (80 v.H. Abdeckung der 40 Cm Reihenabstand im September) durch einen Zwischenfruchtanbau als Untersaat, kann in den Genuß einer jährlichen Subvention von 6 000 BEF je Hektar gelangen.

Jede der unter Punkt A. und B. eingegangenen Verpflichtungen verhindert für die betreffenden Flächen die Gewährung von Subventionen für extensiv genutzte Wendeflächen oder die biologische Landwirtschaft.

Die Subventionen, die für die unter Punkt A. und B. eingegangenen Verpflichtungen gewährt wurden, sind bis zu einem Betrag von 7 200 BEF kumulierbar.

8. Bodenbedeckung vor der Frühjahrskultur

Der Landwirt, der sich verpflichtet, so schnell wie möglich nach der letzten (Getreide-) Ernte und in allen Fällen vor dem 15. September eine Pflanzendecke zu sähen, kann in den Genuß einer jährlichen Subvention von 4 000 BEF je Hektar gelangen, unter der Bedingung, daß er diese Pflanzendecke nicht vor dem 1. Februar zerstört. Insofern möglich ist die Zerstörung der Pflanzendecke mit mechanischen Mitteln durchzuführen.

Dieser Zwischenfruchtanbau muß den Boden Anfang November zu mehr als 90 v.H. abdecken und durch eine Frühjahrskultur gefolgt werden (Zuckerrübe, Mais, Erbsen, Kartoffeln, ...)

Sie darf nicht zu mehr als 50 v.H. aus Leguminosen bestehen.

Die subventionierten Flächen dürfen nicht als extensiv genutzte Wendeflächen, Brachland oder Flächen für die biologische Landwirtschaft gelten.

9. Sehr spätes Mähen mit einschränkung der einträge

Die Durchführung eines sehr späten Schnitts kann unter folgenden Bedingungen Anlaß zur Gewährung einer jährlichen Prämie von 10 000 BEF je Hektar geben:

1. keine Beweidung und kein Mähen der Parzelle vor dem 1. Juli in einer Zone mit frühem Wachstum oder dem 15. Juli in einer Zone mit spätem Wachstum;
2. Das Mähen wird von innen nach außen durchgeführt. Insofern möglich werden am Rand der Parzelle « Fluchstreifen » stehen gelassen;
3. Das Grummet kann gemäht oder nach dem ersten September zur Beweidung freigegeben werden, bei einem Tierbesatz von weniger als 2 GVE (Großvieheinheiten) je Hektar;
4. Das Einbringen von Düngemitteln ist jährlich auf 20 Tonnen Mist oder Kompost oder aber 20 M³ Gülle je Hektar begrenzt;
5. Der Einsatz von Pflanzenschutzmitteln ist verboten;

6. Entwässerungsarbeiten sind verboten, aber es ist möglich, die bestehenden Sickervorrichtungen und Gräben begrenzt und durch Methoden, die der Fauna und Flora so wenig wie möglich schaden, zu unterhalten.

10. Konservierungsmaßnahmen in Feuchtgebieten

Eine jährliche Subvention von 2 000 BEF je Hektar kann für jene Landwirte gewährt werden, die Feuchtwiesen extensiv unter folgenden Bedingungen bewirtschaften:

1. nicht pflügen, die Gräben nicht säubern oder trocken legen;
2. keine Bodenverleerungsmethoden, Düngemittel oder Pflanzenschutzmittel einsetzen;
3. diese Parzellen durch Mähen oder (und) Beweidung unterhalten;
4. den Schnitt auf Spätschnitt einschränken;
5. der Tierbesatz darf niemals mehr als 2 GVE je Hektar betragen.

11. Erhaltungsbetriebe

11.1. Erhaltung und Anpflanzung traditioneller Obstgärten

A. Die Erhaltung alter Baumobstanlagen kann unter folgenden Bedingungen Anlaß zur Gewährung einer jährlichen Prämie von 5 000 BEF/Ha geben:

1. die Anlage muß zwischen 30 und 100 Bäume je Hektar umfassen;
2. sie muß permanent eine Unterschicht von Gräsern aufweisen und regelmäßig durch Schnitt oder Beweidung unterhalten werden;
3. sie darf nur beschränkt pflanzenschutzlich behandelt werden;
4. die abgestorbenen Bäume müssen durch hochstämmige Obstbäume althergebrachter Arten ersetzt werden;
5. die gegebenenfalls bestehenden Hecken und Wasserstellen müssen erhalten und unterhalten werden.

B. Dem Landwirt, der althergebrachte hochstämmige Obstbaumarten anpflanzt, kann unter folgenden Bedingungen eine jährliche Subvention von 10 000 BEF/Ha während fünf Jahren gewährt werden:

1. zwischen 50 und 100 Bäume je Hektar anpflanzen;
2. ihr harmonisches Wachstum gewährleisten (Schutz gegen Viehschäden, Wachstumsschnitt, ...), wobei eine regelmäßig unterhaltene Untersaat von Gräsern aufrechterhalten wird.

11.2. Traditionelle Kulturen wie zum Beispiel Grosskulturen oder der Gemüseanbau

Der Landwirt, der Kulturen mit lokalen althergebrachten Arten von Kulturpflanzen anlegt, kann in den Genuß einer jährlichen Subvention von 4 000 BEF je Hektar für Getreide oder gleichgestellte Kulturen erhalten, von 8 000 BEF je Hektar für Kartoffeln und von 12 000 BEF je Hektar für Gemüse, unter der Bedingung, daß diese Kultur durch die Verwaltung anerkannt wird, die eingangs im Anschluß an ein Gutachten der zuständigen wissenschaftlichen Behörden eine Liste der zulässigen Arten ausarbeitet.

Gesehen, um dem Erlaß der Wallonischen Regierung vom 8. Dezember 1994 zur Gewährung von agrarökologischen Subventionen zur Förderung von umweltgerechten und den natürlichen Lebensraum schützenden landwirtschaftlichen Produktionsverfahren als Anlage beigefügt zu werden.

Namur, den 8. Dezember 1994.

Der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Regierung,
beauftragt mit der Wirtschaft, den KMR, den Auswärtigen Beziehungen und dem Tourismus,

R. COLLIGNON

Der Minister der Umwelt, der Naturschätze und der Landwirtschaft,

G. LUTGEN

Anlage 2

Antrag auf agrarökologische Subventionen

DIESES FORMULAR IST IN DRUCKBUCHSTABEN MIT SCHWARZER TINTE AUSZUFÜLLEN
UND VOLLSTÄNDIG AUSGEFÜLLT UND UNTERZEICHNET
DEM AGRARINGENIEUR IHRES BEZIRKS ZU ÜBERMITTELN

1. Angaben zur Person

Betriebsnummer (1):

Erzeugernummer (1):

Sozialversicherungsnummer:

Gesamtfläche des Betriebs: Ha A

Name:

Vorname (oder Name) (2):

Geburtsdatum des Antragstellers (2):

Straße und Hausnummer:

Postleitzahl und Ort:

Provinz:

Telephon:

Kontonummer:

2. Erklärung

Ich erkläre, hauptberuflicher Landwirt zu sein und die durch den Erlaß der Wallonischen Regierung vom 8. Dezember 1994 zur Gewährung von agrarökologischen Subventionen zur Förderung von umweltgerechten und den natürlichen Lebensraum schützenden landwirtschaftlichen Produktionsverfahren auferlegten Bedingungen zur Kenntnis genommen zu haben.

In der nachfolgenden Tabelle führe ich eine Liste aller Parzellen meines Betriebs an, für die ich eine agrarökologische Subvention beantrage. Ich füge ebenfalls die topographischen Karten im Maßstab 1/10 000 bei, auf denen ich jede Parzelle durch die in der genannten Tabelle angegebene Nummer lokalisieren und deren exakte Grenzen einzeichnen.

Ich verpflichte mich, jegliche im Rahmen meiner Verpflichtungen durchgeführte oder geplante Änderung mitzuteilen.

Ich erkläre, daß die vorliegenden Angaben der Wahrheit entsprechen und vollständig sind.

Datum und Unterschrift des Antragstellers

(1) Wie auf der Identifizierungskarte ihres Betriebs vermerkt falls vorhanden)

(2) Im Falle einer Gesellschaft: Name und Alter des (der) Verwalter(s) des Betriebs

VOLLSTÄNDIGE TABELLE DER PARZELLEN, AUF DIE AGRARÖKOLOGISCHE MASSNAHMEN ANGEWANDT WERDEN

Nr. der Parzelle	Nr. der topographischen Karte 1/10 000	Name der Parzelle und Katasternr.	Fläche der Parzelle		Angewandte agrarökologische Maßnahme(n)
			ha	a	

Gesehen, um dem Erlaß der Wallonischen Regierung vom 8. Dezember 1994 zur Gewährung von agrarökologischen Subventionen zur Förderung von umweltgerechten und den natürlichen Lebensraum schützenden landwirtschaftlichen Produktionsverfahren als Anlage beigefügt zu werden.

Namur, den 8. Dezember 1994.

Der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Regierung, beauftragt mit der Wirtschaft, den KMB, den Auswärtigen Beziehungen und dem Tourismus,
R. COLLIGNON

Der Minister der Umwelt, der Naturschätze und der Landwirtschaft,
G. LUTGEN

Anlage 3

Produktionsverfahren, zu deren Durchführung der Landwirt sich verpflichtet

**FORMULAR, DAS FÜR JEDES DER DURCHGEFÜHRTEN PRODUKTIONSVERFAHREN
ZU BENUTZEN IST**

Ich verpflichte mich, das in Artikel 2, ... des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 8. Dezember 1994 zur Gewährung von agrarökologischen Subventionen zur Förderung von umweltgerechten und den natürlichen Lebensraum schützenden landwirtschaftlichen Produktionsverfahren angeführte Produktionsverfahren, nämlich auf eine Fläche von ... Ha ... A, die auf der beigefügten topographischen Karte im Maßstab 1/10 000 genau lokalisiert ist, anzuwenden.

Ich erkläre, daß die vorliegenden Angaben der Wahrheit entsprechen und vollständig sind.

Gesamtanzahl der Anlagen:

Datum und Unterschrift des Antragstellers

Gesehen, um dem Erlaß der Wallonischen Regierung vom 8. Dezember 1994 zur Gewährung von agrarökologischen Subventionen zur Förderung von umweltgerechten und den natürlichen Lebensraum schützenden landwirtschaftlichen Produktionsverfahren als Anlage beigefügt zu werden.

Namur, den 8. Dezember 1994.

Der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Regierung,
beauftragt mit der Wirtschaft, den KMB, den Auswärtigen Beziehungen und dem Tourismus,

R. COLLIGNON

Der Minister der Umwelt, der Naturschätze und der Landwirtschaft,

G. LUTGEN

Anlage 4

Zusätzliche erklärung bezüglich der Haltung von Tieren bedrohter lokaler Rassen

Ich verpflichte mich, die in Artikel 2 5° « Haltung von Tieren bedrohter lokaler Rassen » des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 8. Dezember 1994 zur Gewährung von agrarökologischen Subventionen zur Förderung von umweltgerechten und den natürlichen Lebensraum schützenden landwirtschaftlichen Produktionsverfahren genannte Produktionsmethode anzuwenden.

Ich erkläre zu besitzen:

...Pferde von 2 Jahren oder älter

... Mutterschafe oder weibliche Lämmer, älter als 6 Monate

die einer der lokalen Rassen angehören, die in der Wallonischen Region als bedroht gelten und füge beglaubigte Abschriften und Identifizierungsdokumente dieser Tiere hinzu.

Ich verpflichte mich, die Wallonische Region unverzüglich von dem Verkauf oder dem Ableben eines Tieres, für das eine Subvention gewährt wurde, in Kenntnis zu setzen. Ich erkläre, daß die vorliegenden Angaben der Wahrheit entsprechen und vollständig sind.

Datum und Unterschrift des Antragstellers

Gesehen, um dem Erlaß der Wallonischen Regierung vom 8. Dezember 1994 zur Gewährung von agrarökologischen Subventionen zur Förderung von umweltgerechten und den natürlichen Lebensraum schützenden landwirtschaftlichen Produktionsverfahren als Anlage beigefügt zu werden.

Namur, den 8. Dezember 1994.

Der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Regierung,
beauftragt mit der Wirtschaft, den KMB, den Auswärtigen Beziehungen und dem Tourismus,

R. COLLIGNON

Der Minister der Umwelt, der Naturschätze und der Landwirtschaft,

G. LUTGEN

VERTALING

N. 95 — 540

[C — 27107]

8 DECEMBER 1994. — Besluit van de Waalse Regering betreffende de toekenning van toelagen voor een milieuvriendelijke landbouw om landbouwproductiemethoden te ontwikkelen, die verenigbaar zijn met de eisen inzake milieubescherming, en betreffende natuurbeheer

De Waalse Regering,

Gelet op het Verdrag van 25 maart 1957 tot oprichting van de Europese Economische Gemeenschap, ondertekend te Rome en goedgekeurd bij de wet van 2 december 1957, inzonderheid op artikelen 42 en 43;

Gelet op de Verordening van de Raad van de Europese Gemeenschappen (EEG) nr. 2078/92 van 30 juni 1992 betreffende landbouwproductiemethoden, die verenigbaar zijn met de eisen inzake milieubescherming, en betreffende natuurbeheer, inzonderheid op artikel 3, § 2, 4;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting, gegeven op 26 september 1994;
 Gelet op het overleg voorzien bij artikel 6, § 3bis, 5°, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, er ingevoegd bij de speciale wet van 16 juli 1993;
 Gelet op de beschikking van de Europese Gemeenschap van 17 november 1994 tot goedkeuring van het Belgisch programma van milieuvriendelijke landbouwmethoden;
 Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 juni 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wet van 4 juli 1989;
 Gelet op de dringende noodzakelijkheid;
 Overwegende dat het noodzakelijk is maatregelen te treffen om de landbouwers aan te moedigen landbouwproduktiemethoden verenigbaar met de eisen inzake milieubescherming en natuurbeheer te gebruiken;
 Overwegende dat deze maatregelen onverwijld genomen moeten worden om zich te schikken naar de EG-reglementering;
 Op de voordracht van de Minister van Leefmilieu, Natuurlijke Hulpbronnen en Landbouw,

Besluit :

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder :

- 1° Minister : de Minister van het Waalse Gewest tot wiens bevoegdheden de landbouw behoort;
- 2° Administratie : de administratieve overheid van het Waalse Gewest bevoegd voor Landbouw;
- 3° vroege zone : het hele Waalse Gewest, de benadeelde zone uitgezonderd, hetzij de agrarische leem- en zandleemstreken, Henegouwse Kempen, Condroz en een deel van de Luikse weidestreek (« Land van Herve »);
- 4° late zone : het deel van het Waalse Gewest gelegen in de benadeelde zone in de zin van de Richtlijnen (EEG) nrs. 75/268 en 75/289, zoals omschreven in bijlage 1 bij het ministerieel besluit van 4 september 1990, hetzij de agrarische streken van de Famenne, de Ardennen, de Hoge Ardennen, de Jurastreek, weidestreek (Fagne) en een deel van de Luikse weidestreek (« Luikse Ardennen »);
- 5° behoudsboerderij : bedrijf waar tegelijk dieren gehouden worden van plaatselijke rassen die op het punt staan te verdwijnen (zie punt 5 van bijlage 1) en traditioneel verbouwd wordt (zie punten 11.1 en/of 11.2 van bijlage 1).

Art. 2. Het Gewest kent toelagen toe voor milieuvriendelijke landbouwmethoden aan landbouwers die zich ertoe verbinden één of meerdere van de volgende produktiemethoden in werking te stellen op een minimale oppervlakte van 0,5 ha en onder de in bijlage 1 vastgestelde voorwaarden :

- 1° laat maaien en zaai- en zaai- en zaai- diversificatie op tijdelijke weiden;
- 2° aanplanting van behoudperceelsranden en van extensieve graslandstroken;
- 3° behoud en onderhoud van heggen en houtsingels op de bouwlanden;
- 4° behoud van lage rundveestapelbelasting;
- 5° houden van plaatselijke dierenrassen die op het punt staan te verdwijnen;
- 6° vermindering van biociden en meststoffen in graangewassen;
- 7° vermindering en localisatie van herbiciden in mais door de mechanisatie van de onkruidbestrijding en onderzaaiing;
- 8° bodembedekking vóór de lenteteelt;
- 9° zeer laat maaien met beperking van biociden en meststoffen;
- 10° behoudsmaatregelen in « natte gebieden »;
- 11° behoudsboerderijen zoals bepaald in artikel 1, 5°.

Art. 3. § 1. Binnen de perken van de beschikbare begrotingskredieten worden de toelagen voor de in artikel 2, 6° tot 11° bedoelde produktiemethoden onderworpen aan het opstellen van bedrijfsbeheersplannen door de Administratie, in nauwe samenwerking met de bedrijfshoofden.

Deze beheersplannen dienen als technische bijstand en begeleiding van een verbeteringsmethode van de algemene invloed van het bedrijf op het milieu. Op grond van een basisbevindingsstaat bevatten zij doelstellingen op korte termijn (1 jaar), op middellange termijn (5 jaar) en op lange termijn. Jaarlijks maken het bedrijfshoofd en de Administratie een balans op van de ondernomen acties en van de vastgestelde moeilijkheden en bepalen zij de doelstellingen opnieuw.

Ieder bedrijf wordt uitgebaat als een milieuvriendelijk bedrijf. Buiten de toepassing van verschillende maatregelen voor een milieuvriendelijke landbouw op een deel van of op alle percelen van het bedrijf bevat het beheersplan een onderzoek van de verbeteringsmogelijkheden van landbouwmethoden op grond van volgende rubrieken :

- 1° toepassing van codes van goede landbouwpraktijken;
- 2° toepassing van nieuwe teelttechnieken en verbetering van de bestaande technieken (gelocaliseerde toepassingen, mechanische onkruidbestrijding, biologische en geïntegreerde bestrijding, enz...);
- 3° fytosanitaire bestrijding op basis van berichten en rekening houdend met de interventiedrempels;
- 4° regelmatige controle van het strooi- en verstuivingsmaterieel;
- 5° aanpassing van de bemestingsperiodes en van de hoeveelheden meststoffen toegediend op basis van de resultaten (grondreserves, voorzienbare uitvoer, ...) door het opstellen van een bemestingsplan en het bijhouden van een bemestingsboekje;
- 6° opslag en beheersmiddelen van dierlijk mest : aanpassing van de opslagcapaciteiten of medewerking aan gierbanken; giermengsels, voldoende toevoer van koolstof (stro, schaafkrullen, ...) en compostering van de mesten;
- 7° maatregelen voor landschapsintegratie (eventuele beplantingen, « bloemen » zaaien op perceelsranden, schilderen of zandstralen van gebouwen, ordening en uiterlijk aspect van nieuwe gebouwen, ...), bescherming of restauratie van het klein patrimonium en van de biodiversiteit (vijvers en « natte gebieden », heggen, enz...) en eventueel voor de zuivering (geurbestrijding, aanleg van waterbekken voor afvalwater, enz...).

§ 2. De toelagen voor de in artikel 2, 6° tot 8° bedoelde produktiemethoden zijn voorbehouden voor de percelen gelegen :

- 1° hetzij in een beschermingsgebied van grondwater in de zin van het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 14 november 1991 betreffende de grondwaterwinningen, de waterwinnings-, de voorkomings- en de toezichtsgebieden en de kunstmatige aanvulling van de grondwaterlagen;
- 2° hetzij in een kwetsbare zone in de zin van het besluit van de Waalse Regering van 5 mei 1994;
- 3° hetzij in een natuurparkzone geregeld bij het decreet van 16 juli 1985;

4° hetzij in een zone onderworpen aan de Ramsar-conventie of aan de Europese Richtlijnen inzake vogels (79/409 van 2 april 1979) en « habitats » (92/43 van 21 mei 1992) : speciale beschermingszones (SBZ) en speciale instandhoudingszones (SIZ).

§ 3. De toelagen voor de in artikel 2, 9° en 10° bedoelde produktiemethoden zijn voorbehouden voor de percelen gelegen in een natuurparkzone, in een speciale beschermingszone of in een speciale instandhoudingszone.

§ 4. De bedrijfshoofden van « behoudsboerderijen » moeten zich verbinden de in artikel 2, 5° en 11° bedoelde produktiemethoden toe te passen.

Ongeacht hun geografische ligging in het Waalse Gewest kunnen zij genieten van alle maatregelen voor een milieuvriendelijke landbouw (art. 2, 1° tot 11°).

Art. 4. De landbouwer in de zin van dit besluit is hetzij landbouwer in hoofdzaak, hetzij vennoot of beheerder van een landbouwvennootschap geregeld bij de wet van 12 juli 1979 tot instelling van de landbouwvennootschap, hetzij behorende vennoot van een vennootschap samengesteld onder de vorm van een handelsvennootschap waarvan de activiteit hoofdzakelijk agrarisch is.

Indien de vennootschap samengesteld is onder de vorm van een handelsvennootschap moeten de representatieve aandelen of delen van het kapitaal op naam zijn en voor meer dan 50 % tot de behorende vennoten van de vennootschap behoren.

Art. 5. Elke verbintenis van de landbouwer loopt over een periode van vijf jaar.

In geval van activiteitenstopzetting wegens pensionering of indien de pacht van de in het raam van het programma voor een milieuvriendelijke landbouw gesubsidieerde percelen niet vernieuwd wordt, is de verbintenis gelijk aan de duur van de exploitatie.

Art. 6. Er kunnen geen toelagen toegekend worden voor de oppervlakten die het onderwerp zijn van de communautaire regeling inzake het uit productie nemen van landbouwgrond (voorschriften betreffende de gemeenschappelijke marktordeningen).

Art. 7. Onverminderd de in bijlage 1 voorziene beperkingen worden de gecumuleerde bedragen van de verschillende federale en gewestelijke toelagen voor een milieuvriendelijke landbouw beperkt tot :

1° 7 200 frank per hectare en per jaar voor de teelten waarvoor een premie per hectare toegekend is krachtens de bepalingen van de voorschriften betreffende de gemeenschappelijke marktordeningen;

2° 12 000 frank per hectare en per jaar voor de overige jaarlijkse teelten en voor de graslanden;

3° 200 000 frank per bedrijf en per jaar, vermeerderd met 2 000 frank per bijkomende hectare indien de oppervlakte groter dan 30 hectaren is.

Het in het 1e lid, 2° bedoelde plafond wordt op 16 800 frank per hectare en per jaar gebracht voor de « behoudsboerderijen » en de bedrijven die de biologische produktiemethode toepassen overeenkomstig het koninklijk besluit van 17 april 1992.

Art. 8. De subsidieaanvraag wordt ingediend bij het Ministerie van het Waalse Gewest, bij middel van de formulieren waarvan het model het onderwerp is van bijlagen 2, 3 en, indien nodig, van bijlage 4.

Het aanvraagdossier bevat :

1° een exploitatieplan op schaal 1/10 000 waarop de betrokken percelen kunnen gelocaliseerd worden;

2° een standaard-formulier ingevuld door de kassa voor sociale zekerheid waar de natuurlijke personen of de administrateurs-beheerder van de rechtspersoon ingeschreven zijn en waarbij bevestigd wordt dat de aanvrager de hoedanigheid heeft van landbouwer in hoofdzaak;

3° een kopie van de identificatiedocumenten van de dieren indien de verbintenis op artikel 2, 5°, berust.

De ontvangst van iedere aanvraag wordt bevestigd binnen 15 dagen na de ontvangst van het dossier. Elk onvolledig dossier wordt binnen dezelfde termijn teruggezonden.

Art. 9. De Minister beslist over iedere toelageaanvraag.

Art. 10. De bekendmaking van de toekenning verplicht tot de naleving van de verbintenissen en verplicht de aanvrager :

1° zich te onderwerpen tot de controle van de naleving van de onderschreven verbintenissen;

2° te aanvaarden als referentie te dienen voor andere landbouwers;

3° alle technische en financiële gegevens ter beschikking te stellen van het Gewest om een economische en milieubalans van de onderschreven verbintenissen op te stellen.

De verbintenis begint slechts op de dag van de bekendmaking van de toekenning.

Art. 11. De toelagen worden tegen 50 % van het jaarlijks bedrag betaald binnen zes maanden na de bekendmaking van de toekenning en het saldo binnen zes maanden na de eerste betaling. Deze periodiciteit van zes maanden tussen de betalingen wordt behouden tijdens de hele gesubsidieerde periode, hetzij 5 jaar.

De toelagen worden enkel betaald indien de landbouwer voldoet aan de voorwaarden vermeld in artikel 2, in artikel 3, in artikel 4, in artikel 10, alsook in bijlage 1.

Art. 12. De gestorte toelagen moeten terugbetaald worden indien het bedrijfshoofd definitief veroordeeld wordt wegens inbreuk op de wetgeving inzake leefmilieu of natuurbehoud tijdens de in artikel 5 bedoelde periode of binnen 24 maanden na deze periode.

Art. 13. De Minister tot wiens bevoegdheden de landbouw behoort, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 8 december 1994.

De Minister-President van de Waalse Regering,
belast met Economie, KMO's, Externe Betrekkingen en Toerisme,

R. COLLIGNON

De Minister van Leefmilieu, Natuurlijke Hulpbronnen en Landbouw,

G. LUTGEN

Bijlage 1

**Voorwaarden verbonden aan de produktiemethoden
die verenigbaar zijn met de eisen inzake milieubescherming**

1. Laat maaien en zaaidiversificatie op tijdelijke weiden :

A. Laat maaien kan aanleiding geven tot een premie van 5 000 frank per ha en per jaar onder volgende voorwaarden :

1. het perceel niet beweiden en niet maaien vóór 20 juni in de vroege zone of vóór 1 juli in de late zone;
2. matige bemesting (om een goede diversiteit te vrijwaren is het aangewezen niet meer dan 60 eenheden stikstof per ha en per jaar, of 40 ton mest of compost of 2 x 20 m³ gier te gebruiken).

Op grond van een bloemenlijst opgesteld door een door de Minister aangewezen deskundige moet de aanwezigheid van een minimale hoeveelheid planten eigen aan extensieve maailanden kunnen vastgesteld worden;

3. geen gebruik van gewasbeschermingsmiddelen, uitgezonderd de lokale behandeling van distel en zuring.

B. De zaaidiversificatie op tijdelijke weiden kan aanleiding geven tot een extra-premie van 3 000 frank per ha tijdens het inzaaiingsjaar onder volgende voorwaarden :

1. De samenstelling van de gezaaide mengeling wordt overgemaakt aan de Administratie voor het opstellen van de bloemenlijst en alles wordt in werking gesteld om de floradiversiteit te bewaren.

2. De extra-premie wordt slechts éénmaal toegekend voor vijf jaar en houdt in dat de regeling « laat maaien » voor vijf jaren aangenomen wordt.

3. Het moet mogelijk zijn een kenmerkend deel van de gezaaide soorten en aanwijzende planten terug te vinden aan de hand van een door een deskundige opgestelde bloemenlijst.

4. Een lijst van de voorgestelde soorten bevindt zich onder C. Indien zij beschikbaar zijn moeten de zaden streekeigen zijn. De keuze van de samenstelling van de mengeling wordt aan de landbouwer overgelaten voor zover de volgende voorwaarden nageleefd worden :

1° Basisgramineëen :

- het (gewichts)percentage is begrepen tussen 50 en 80 % van de mengeling;
- de niet overblijvende of de zeer intensieve soorten zoals hybride, Italiaanse of Westerwoldraaigras, alsook de geteelde dravikken zijn uitgesloten;
- het Engels raaigras, het doddegras, de beemdlangbloem, het rietzwenkgras en de kroppaar vertegenwoordigen elk maximaal 10 % van de mengeling;
- ten minste twee andere soorten zijn aanwezig, elk tegen ten minste 5 % van de mengeling;

2° basisleguminosen :

- het (gewichts)percentage is begrepen tussen 15 en 40 % van de mengeling;
- ten minste drie soorten zijn aanwezig, elk tegen ten minste 5 % van de mengeling; onder hen bevindt zich ten minste een andere soort dan rode klaver, witte klaver en luzerne;

3° andere dicotylen :

andere dicotylen (« bloemen ») kunnen bij de mengeling gevoegd worden om het esthetisch, landschaps- en honinggevend effect ervan te verbeteren, onder voorwaarde dat geen soort aanwezig is met meer dan 4 % van de mengeling en dat al deze andere dicotylen niet meer dan 10 % van de mengeling vertegenwoordigen.

C. Lijst van soorten voorgesteld voor met gras ingezaaide banen of percelranden en voor zaaidiversificatie op tijdelijke weiden.

Basisgramineëen :

<i>Alopecurus pratensis</i>	Vossestaart
<i>Anthoxanthum odoratum</i>	Reukgras
<i>Arrhenatherum elatius</i>	Frans raaigras
<i>Dactylis glomerata</i>	Kroppaar
<i>Festuca arundinacea</i>	Rietzwenkgras
<i>Festuca pratensis</i>	Beemdlangbloem
<i>Festuca rubra</i>	Rood zwenkgras
<i>Lolium Perenne</i>	Engels raaigras
<i>Phleum pratense</i>	Timoteegras
<i>Poa pratensis</i>	Beemdgras
<i>Trisetum flavescens</i>	Goudhaver

Basisleguminosen :

<i>Lotus corniculatus</i>	Rolklaver
<i>Medicago lupulina</i>	Hopklaver
<i>Medicago sativa</i>	Luzerne
<i>Onobrychis viciifolia</i>	Esparcette
<i>Trifolium pratense</i>	Rode klaver
<i>Trifolium repens</i>	Witte klaver

Andere dicotylen :

<i>Angelica sylvestris</i>	Engelwortel
<i>Anthriscus sylvestris</i>	Fluitekruid
<i>Borago officinalis</i>	Bernagie
<i>Centaurea cyanus</i>	Korenbloem
<i>Cichorium intybus</i>	Wilde cichorei
<i>Daucus carota</i>	Peen
<i>Heracleum spondylium</i>	Bereklaaw
<i>Hypericum perforatum</i>	Sint-Janskruid

Leucanthemum vulgare	Margriet
Lychnis Flos-cuculi	Koekoeksbloem
Lythrum salicaria	Gewone kattestaart
Malva moschata	Muskuskaasjeskruid
Malva sylvestris	Groot kaasjeskruid
Melilotus alba	Witte honingklaver
Melilotus officinalis	Akkerhoningklaver
Mentha aquatica	Watermunt
Papaver dubium	Kleine klaproos
Papaver rhoeas	Klaproos
Plantago lanceolata	Smalle weegbree
Prunella vulgaris	Gewone brunel
Rumex acetosa	Veldzuring
Scrophularia nodosa	Knopig helmkruid
Symphytum asperum	Ruwe smeewortel
Symphytum officinale	Smeewortel
Symphytum x uplandicum	
Trifolium hybridum	Basterdklaver
Trifolium incarnatum	Inkarnaatklaver

2. Behoudperceelsranden en extensieve graslandstroken :

A. Bouwland omzetten in grond voor extensieve beweiding of met gras bezaaide perceelsrand, aangepland voor 5 jaar. Dit kan aanleiding geven tot een jaarlijkse toelage van 10 000 frank per ha veld met perceelsrand, zoals hieronder beschreven, onder volgende voorwaarden :

1. in de uiterste gevallen vertegenwoordigt deze met gras bezaaide perceelsrand maximaal de helft van de perceelsoppervlakte.

In alle gevallen wordt de voor de berekening van de toelage in acht genomen perceelsoppervlakte met perceelsrand vastgesteld in een overeenkomst op het dubbel van de oppervlakte van de met gras bezaaide perceelsrand;

2. deze graslandstrook op de rand van de akker (ook kopakker of perceelsrand genoemd) wordt bij voorrang aangepland langs een waterloop of een natte zone. Zij kan ook aangepland worden op de rand van een bos, langs heggen, taluds, paden, kavels en woningen. Zij kan enkel aangepland worden langs een ander akkerbouw indien er zich een behoudperceelsrand aan de andere kant van de perceelgrens bevindt of met het schriftelijk akkoord van de verbouwer van het naburig perceel;

3. deze strook grasland is minimaal 4 meter breed (8 meter langs een waterloop of een natte zone) en maximaal 16 meter (die in aanmerking komen voor een toelage);

4. zij wordt ingezaaid met een gevarieerde mengeling (zie 1B) waarvan de samenstelling aan de Administratie bekendgemaakt wordt;

5. zij wordt niet bemest;

6. zij wordt met geen enkel gewasbeschermingsmiddel behandeld; een gelokaliseerde bestrijding van netel, rumex en distel met specifieke herbicides wordt evenwel toegestaan;

7. zij wordt niet beweid;

8. zij wordt slechts na 1 juli in vroege zone en na 15 juli in late zone gemaaid. Het afgemaaid product wordt van het perceel weggehaald;

9. zij is niet toegankelijk voor gemotoriseerde voertuigen voor recreatieve doeleinden;

10. indien het betrokken perceel het onderwerp is van een communautaire regeling inzake het uit productie nemen van landbouwgrond wordt er geen steun toegekend voor het betrokken jaar.

B. De aanplanting van een extensieve perceelsrand voor ten minste 5 jaar kan aanleiding geven tot een jaarlijkse premie van 5 000 frank per ha akker met perceelsrand, zoals hierna omschreven, onder volgende voorwaarden :

1. in de uiterste gevallen is deze extensieve perceelsrand gelijk aan maximaal de helft van de perceelsoppervlakte.

In alle gevallen wordt de voor de berekening van de toelage in acht genomen perceelsoppervlakte met perceelsrand vastgesteld in een overeenkomst op het dubbel van de oppervlakte van de extensieve perceelsrand;

2. de extensieve perceelsrand wordt ingezaaid en geteeld zoals de hoofdteelt;

3. zij wordt aangepland op de rand van een bos, langs heggen, taluds, paden, kavels en woningen, met uitzondering van de grens met een ander akkerbouw (behalve indien een perceelsrand tevens aangepland is op het aangrenzende perceel of indien er een schriftelijk akkoord bestaat van de verbouwer ervan);

4. zij is minimaal 4 meter breed en maximaal 16 meter (die in aanmerking komen voor een toelage);

5. zij wordt niet bemest;

6. beperkte gewasbeschermingsmiddelen worden toegestaan behalve voor vlas en graangewassen, waar de enige gemachtigde behandelingen specifieke herbiciden zijn tegen kleeakkruid of winde in geval van belangrijke teistering, en een gelokaliseerde bestrijding van netel, rumex en distel;

7. indien het betrokken perceel het onderwerp is van een communautaire regeling inzake het uit productie nemen van landbouwgrond wordt er geen steun toegekend voor het betrokken jaar.

C. De vervanging van een intensief grasland of van een boomgaard van laagstammige fruitbomen door een extensieve perceelsrand aangelegd voor ten minste 5 jaar kan aanleiding geven tot een jaarlijkse premie van 10 000 frank per ha extensieve graslandstrook, onder volgende voorwaarden :

1. als vervanging van een intensief grasland wordt deze graslandstrook aangepland langs een waterloop of een watervlak;

als vervanging van een boomgaard van laagstammige fruitbomen ligt deze extensieve graslandstrook op de rand van het perceel;

2. zij is minimaal 8 meter breed en maximaal 16 meter (die in aanmerking komen voor een toelage);

3. zij wordt niet bemest en wordt met geen gewasbeschermingsmiddel behandeld;

4. zij wordt niet beweid;
5. zij wordt slechts na 1 juli in vroege zone en na 15 juli in late zone gemaaid. Het afgemaaid product wordt van het perceel weggehaald;
6. zij is niet toegankelijk voor gemotoriseerde voertuigen voor recreatieve doeleindes.

3. Behoud en onderhoud van heggen en houtsingels :

A. De landbouwers, die zich ertoe verbinden geen heggen of houtsingels te vernietigen, de heggen- of bosjesnet op hun bedrijf te onderhouden en, indien mogelijk, te verbeteren, kunnen de volgende toelagen ontvangen :

1. 2 000 frank per jaar voor 1 ha en meer oppervlakte beïnvloed door heggen of bosjes over een lengte van ten minste 200 meter;
2. 5 000 frank per jaar voor 2,5 ha en meer omringd door heggen of bosjes over een lengte van ten minste 500 meter;
3. 10 000 frank per jaar voor 5 ha en meer omringd door heggen of bosjes over een lengte van ten minste 1 000 meter.

B. De toekenningsvoorwaarden van deze toelagen luiden als volgt :

1. de heggen zijn continu-rijen van inheemse bomen of struiken;
2. de landbouwer verbindt zich ertoe de heg niet te vernietigen of, indien noodzakelijk, een lengte opnieuw aan te planten die ten minste gelijk is aan de beschadigde lengte, na instemming van de voor landbouw bevoegde Minister;
3. hij zorgt voor het behoud, de restauratie of de verbetering van de dichtheid van de heg op zijn bedrijf en voor het behoud van een voldoende dichtheid;
4. de onderhoudswerken (snoeien) worden niet verricht tussen 15 april en 1 juli en, indien mogelijk, niet tussen 1 april en 1 augustus.

Deze werken bestaan uit :

- a) gesnoeide heg : één à twee snoeiingen per jaar;
- b) bosrijke heg (gesnoeid onderste deel en vrije kop) : het onderste deel wordt zijdelings gesnoeid om het jaar of om de twee jaren, de koppen worden op ongeveer 2 meter om de 8 à 15 jaar geknot;
- c) vrije heg : zijdelingse snoei en kortsnoeiing bij gelegenheid zodat zij weelderig blijft en om te vermijden dat zij zich uitbreid ten koste van de aangrenzende terreinen;
- d) windschermhcg en houtsingels : eventuele zijdelingse snoei en gedeeltelijke en facultatieve knotting om de 8 à 15 jaar zodat het onderste deel niet te dun wordt.

4. Behoud van lage rundveestapelbelasting :

Het behoud van rundveestapelbelasting tussen 0,6 en 1,4 GVE (grootvee-eenheid) per hectare grasland kan aanleiding geven tot een jaarlijkse toelage van 2 000 frank per hectare weiland onder volgende voorwaarden :

1. ten minste 90 % van de referentiegraslandoppervlakte bestaan uit permanente weiden;
2. deze weiden worden ten minste éénmaal per jaar gemaaid. Het afgemaaid of geweid product ervan is uitsluitend bestemd voor de veestapel van het bedrijf;
3. de landbouwer verbindt zich ertoe de oppervlakte van de permanente weiden van zijn bedrijf niet te verminderen (of de verhouding ervan in geval van stopzetting van een deel van zijn bedrijf);
4. hij verbindt zich ertoe eventuele heggen en veedrinkputten van zijn bedrijf te beschermen en, voor zover mogelijk, te herstellen.

Voor de berekening van het aantal GVE dient het aantal dieren van het bedrijf te worden berekend als volgt :

- runderen van 2 jaar en ouder
- paardachtigen ouder dan 6 maanden : 1 GVE
- runderen van 6 maanden tot 2 jaar : 0,6 GVE
- ooien of geiten : 0,15 GVE

Deze maatregel is niet cumuleerbaar met een andere federale maatregel voor de vermindering van de rundveestapelbelasting of voor de omschakeling op biologische landbouw.

5. Houden van plaatselijke dierenrassen die op het punt staan te verdwijnen :

De landbouwers die zich ertoe verbinden tijdens ten minste vijf jaar plaatselijke dierenrassen te houden die op het punt staan te verdwijnen en die in de hierna volgende lijst vermeld zijn, kunnen een jaarlijkse toelage van 4 800 frank per paard en 700 frank per ooi of lam van het vrouwelijk geslacht bekomen indien de dieren aan de volgende voorwaarden voldoen :

1. beantwoorden aan de originele standaard van het ras erkend als op het punt staan te verdwijnen;
 2. ingeschreven zijn in het erkend stamboek van het ras, indien het bestaat, en een raszuiverheid van ten minste 87,5 % t.a.v. de originele stam vertonen;
 3. wat de paarderrassen betreft, ten minste 2 jaar oud zijn en wat de schaperassen betreft, zes maand oud zijn.
- Bovendien, wat de runderrassen en de schaperassen betreft, moet de fokker zich verbinden tijdens vijf jaar tot het houden van ten minste drie dieren van het vrouwelijk geslacht waarvoor een toelage kan bekomen worden.

Voor ieder ras en vanaf 3 500 dieren van het vrouwelijk geslacht wordt deze toelage verminderd met 25 % per schijf van 500 dieren van het vrouwelijk geslacht ingeschreven in het stamboek, hetzij :

- 100 % tot 3 500
- 75 % van 3 500 tot 4 000
- 50 % van 4 000 tot 4 500
- 25 % van 4 500 tot 5 000
- 0 % boven 5 000.

De lijst van de plaatselijke dierenrassen die op het punt staan te verdwijnen en die in aanmerking komen voor toelagen van het Waalse Gewest in het raam van maatregelen voor een milieuvriendelijke landbouw, is vastgesteld als volgt :

Paarderassen :

- Belgisch Trekpaard
- Ardenner Trekpaard

Schaperassen :

- Belgisch melkschaap
- « Sambre et Meuse »-schaap
- Houtlandschaap
- Klein-Brabantse Voskop.

6. Vermindering van biociden en meststoffen in graangewassen :

A. De landbouwer die zich ertoe verbindt de zaaidichtheid van graangewassen te verminderen, kan een jaarlijkse toelage van 3 600 frank per hectare ontvangen onder volgende voorwaarden :

- 1° de maximale dichtheid is gelijk aan 200 zaden per m³;
- 2° matig gebruik van stikstofmest op basis van het aanwezig overschot en van de mogelijke uitvoer;
- 3° de fungiciden worden verminderd of afgeschaft (maximaal één behandeling);
- 4° geen groeiregelingsbehandelingen.

B. De landbouwer die zich ertoe verbindt geen synthetische herbiciden voor graangewassen te gebruiken kan een jaarlijkse premie van 3 600 franken per hectare bekomen. In geval van belangrijke teistering worden evenwel specifieke herbiciden tegen kleeftkruid en winde en gelokaliseerde bestrijdingen van netel, distel en rumex geoorloofd.

Voor iedere onder A en B vermelde verbintenis worden er geen toelagen voor extensieve perceelsranden of biologische landbouw voor de betrokken oppervlakten toegekend.

De toelagen voor de onder A en B vermelde verbintenissen zijn cumuleerbaar.

7. Vermindering en localisatie van herbiciden in maïs door de mechanisatie van de onkruidbestrijding en onderzaaiing :

A. De landbouwer, die zich verbindt enkel synthetische herbiciden te gebruiken in maaisteelt voor een gelokaliseerde behandeling in een maaislijn, met uitsluiting van triazabenzenen, kan een jaarlijkse toelage van 6 000 frank per hectare bekomen.

De uitsluitend mechanisch behandelde tussenrij moet minimaal 40 cm bereiken.

B. De landbouwer, die zich verbindt de tussenrijen in maïs doeltreffend te bedekken (80 % bedekking van de 40 cm tussenrij in september) met een tussengewas, aangeplant als onderteelt, kan een jaarlijkse toelage van 6 000 frank per hectare bekomen.

Voor iedere onder A en B vermelde verbintenis worden er geen toelagen voor extensieve perceelsranden of biologische landbouw voor de betrokken oppervlakten toegekend.

De toelagen voor de onder A en B vermelde verbintenissen zijn cumuleerbaar voor een totaal bedrag van 7 200 frank.

8. Bodembedekking voor de lenteteelt :

De landbouwer die zich verbindt een bodembedekking te zaaien zo vlug mogelijk na de vorige teelt (graangewassen) en, in ieder geval, vóór 15 september, kan een jaarlijkse toelage van 4 000 frank per hectare bekomen indien hij deze bodembedekking niet vóór 1 februari vernietigt. Voor zover mogelijk zal de vernietiging van de bedekking bij mechanische middelen plaatsvinden.

Dit tussengewas moet de bodem met meer dan 90 % bedekken tegen begin november en gevolgd worden door de aanplant van een lenteteelt (bieten, maïs, erwten, aardappelen, ...).

Het mag niet meer dan 50 % leguminosen bedragen.

De gesubsidieerde oppervlakten mogen niet aanzien worden als extensieve perceelsranden, braak of biologische landbouw.

9. Zeer laat maaien met beperking van biociden en meststoffen :

Het zeer laat maaien kan aanleiding geven tot een jaarlijkse toelage van 10 000 frank per hectare onder volgende voorwaarden :

1. het perceel niet beweiden en niet maaien vóór 1 juli in vroege zone en vóór 15 juli in late zone;
2. het maaien gebeurt van binnen naar buiten. Voor zover mogelijk blijven er « schuilbanen » op de rand van het perceel;
3. het nagras kan gemaaid worden of beweid worden door een veebelasting kleiner dan 2 GVE (grootvee-eenheden) per hectare na 1 september;
4. de toevoer van meststoffen is beperkt, per jaar, tot 20 ton mest of compost of tot 20 m³ gier per hectare;
5. het is verboden gewasbeschermingsmiddelen te gebruiken;
6. de afwateringswerken zijn verboden maar het is mogelijk de bestaande afwateringsbuizen en grachten te onderhouden op een gematigde wijze die de fauna en de flora weinig schaadt.

10. Behoudsmaatregelen in « natte gebieden ».

Een jaarlijkse toelage van 2 000 frank per hectare kan toegekend worden aan landbouwers die natte weiden extensief beheren, onder volgende voorwaarden :

1. niet ploegen, uithalen of draineren;
2. geen grondverrijkingsmiddelen, noch meststoffen of gewasbeschermingsproducten gebruiken;
3. deze percelen onderhouden door maaien en/of beweiding;
4. het maaien beperken tot laattijdig maaien;
5. nooit laten beweiden door een belasting van meer dan 2 GVE per hectare.

11. Behoudsboerderijen :

11.1. Instandhouding en aanplanting van traditionele boomgaarden :

A. De instandhouding van oude boomgaarden van hoogstammige bomen kan aanleiding geven tot een jaarlijkse toelage van 5 000 frank/ha, onder volgende voorwaarden :

1. tussen 30 en 100 bomen per hectare tellen;
2. zich op een ondergrond bevinden die permanent met gras is bedekt en die regelmatig onderhouden is door maaien en/of beweiding;
3. beperking van de behandelingen met gewasbeschermingsmiddelen;
4. vervanging van de dode bomen door hoogstammige bomen van oude variëteiten;
5. bescherming en onderhoud van de eventuele heggen en drinkwaterputten.

B. De landbouwer die hoogstammige fruitbomen van oude variëteiten plant, kan een jaarlijkse toelage van 10 000 frank per hectare, tijdens 5 jaar, bekomen onder volgende voorwaarden :

1. tussen 50 en 100 bomen per hectare planten;
2. hun een evenwichtige ontwikkeling (bescherming tegen het vee, vormingssnoei, ...) verzekeren en tegelijkertijd een met gras bedekte ondergrond behouden die regelmatig onderhouden is.

11.2. Traditionele teelten zoals de grote teelten of de groenteteelt :

De landbouwer die teelten met oude streekeigen variëteiten verbouwt, kan een jaarlijkse toelage van 4 000 frank per hectare bekomen voor graangewassen of ermee gelijkgestelde teelten, van 8 000 frank per hectare voor aardappelen en van 12 000 frank per hectare voor groenten, op de voorwaarde erkend te zijn door de Administratie die voorafgaand een lijst zal opstellen van de toelaatbare variëteiten na advies van de bevoegde wetenschappelijke overheden.

Gezien om gevoegd te worden bij het besluit van de Waalse Regering van 8 december 1994 betreffende de toekenning van toelagen voor een milieuvriendelijke landbouw om landbouwproduktiemethoden te ontwikkelen, d.w.z. verenigbaar zijn met de eisen inzake milieubescherming, en betreffende natuurbeheer.

Namen, 8 december 1994.

De Minister-President van de Waalse Regering,
belast met Economie, Kmo's, Externe Betrekkingen en Toerisme.

R. COLLIGNON

De Minister van Leefmilieu, Natuurlijke Hulpbronnen en Landbouw.
G. LUTGEN

Bijlage 2

Aanvraag van toelagen voor een milieuvriendelijke landbouw

FORMULIER IN TE VULLEN IN HOOFDLETTERS, MET ZWARTE INKT,
EN BEHOORLIJK INGEVULD EN ONDERTEKEND TERUG TE STUREN
AAN DE LANDBOUWKUNDIG INGENIEUR VAN UW DISTRICT

1. Identificatie :

- Nummer van het bedrijf (1) :
 Nummer van de producent (1) :
 Nummer van het N.I.S. :
 Totale oppervlakte van het bedrijf : ha a
 Naam :
 Voornaam (of naam (2)) :
 Geboortedatum van de aanvrager (2) :
 Straat en nr. :
 Postnummer en woonplaats :
 Provincie :
 Telefoon : /
 Bankrekeningnr. :

2. Verklaring :

Ik verklaar landbouwer in hoofdzaak te zijn en te hebben kennis genomen van de verplichtingen opgelegd bij het besluit van de Waalse Regering van 8 december 1994 betreffende de toekenning van toelagen voor een milieuvriendelijke landbouw om landbouwproduktiemethoden te ontwikkelen, die verenigbaar zijn met de eisen inzake milieubescherming, en betreffende natuurbeheer.

Op de hiernavolgende tabel stel ik de inventaris op van alle percelen van mijn bedrijf waarvoor ik een toelage voor een milieuvriendelijke landbouw vraag. Ik voeg er tevens de topografische plannen bij op schaal 1/10 000 met voor elk perceel de localisatie door aanduiding van het op de hierbijgevoegde tabel vermeld volgnummer en van de juiste omtrek van de percelen.

Ik verzind mij ertoe elke tussengekomen of voorziene wijziging in het raam van mijn verbintenissen te melden.

Ik verklaar dat deze verklaringen echt en volledig zijn.

Datum en handtekening van de aanvrager

(1) Zoals vermeld op de identificatiekaart van uw bedrijf (indien toegewezen)

(2) Voor een rechtspersoon : de naam en de ouderdom van de beheerder(s) van het bedrijf aanduiden.

INVENTARISTABEL VAN DE PERCELEN WAAR MAATREGELEN VOOR EEN MILIEUVRIENDELIJKE LANDBOUW TOEGEPAST WORDEN

Parceel nr.	Nr. van de topografische kaart op 1/10 000	Naam van het perceel en kadastraalnummer	Oppervlakte van het perceel		Toegepaste milieuvriendelijke landbouwmaatregel(en)
			ha	a	

Gezien om gevoegd te worden bij het besluit van de Waalse Regering van 8 december 1994 betreffende de toekennig van toelagen voor een milieuvriendelijke landbouw om landbouwproductiemethoden te ontwikkelen, die verenigbaar zijn met de eisen inzake natiebescherming, en betreffende natuurbeheer.

Namen, 8 december 1994.
De Minister-President van de Waalse Regering, belast met Economie, KMO's, Externe Betrekkingen en Toerisme,
R. COLLIGNON
De Minister van Leefmilieu, Natuurlijke Hulpbronnen en Landbouw,
G. LUTGEN

Bijlage 3

Produktiemethoden waarvoor het bedrijfshoofd gekozen heeft

FORMULIER TE GEBRUIKEN VOOR IEDERE GEKOZEN PRODUKTIE METHODE

Ik verbind mij ertoe de produktiemethode toe te passen die bedoeld is in artikel 2, ... van het besluit van de Waalse Regering van 8 december 1994 betreffende de toekenning van toelagen voor een milieuvriendelijke landbouw om landbouwproduktiemethoden te ontwikkelen, die verenigbaar zijn met de eisen inzake milieubescherming, en betreffende natuurbeheer, op een oppervlakte van ... ha ... a, nauwkeuring aangeduid op de bijgevoegde topografische plannen op schaal 1/10 000.

Ik verklaar dat deze verklaringen echt en volledig zijn.

Totaal aantal bijlagen : ...

Datum en handtekening van de aanvrager

Gezien om gevoegd te worden bij het besluit van de Waalse Regering van 8 december 1994 betreffende de toekenning van toelagen voor een milieuvriendelijke landbouw om landbouwproduktiemethoden te ontwikkelen, die verenigbaar zijn met de eisen inzake milieubescherming, en betreffende natuurbeheer.

Namen, 8 december 1994.

De Minister-President van de Waalse Regering,
belast met Economie, KMO's, Externe Betrekkingen en Toerisme,
R. COLLIGNON

De Minister van Leefmilieu, Natuurlijke Hulpbronnen en Landbouw,
G. LUTGEN

Bijlage 4

Aanvullende verklaring betreffende het houden van plaatselijke dierenrassen die op het punt staan te verdwijnen

Ik verbind mij ertoe de produktiemethode toe te passen die bedoeld is in artikel 2, 5° van het houden van plaatselijke dierenrassen die op het punt staan te verdwijnen van het besluit van de Waalse Regering van 8 december 1994 betreffende de toekenning van toelagen voor een milieuvriendelijke landbouw om landbouwproduktiemethoden te ontwikkelen, die verenigbaar zijn met de eisen inzake milieubescherming, en betreffende natuurbeheer.

Ik verklaar in het bezit te zijn van :

... paarden ouder dan 2 jaar

... oeien of lammen van het vrouwelijk geslacht ouder dan 8 maanden,

die behoren tot een van de plaatselijke dierenrassen die op het punt staan te verdwijnen in het Waalse Gewest en voeg de voor eensluidend verklaarde kopies van de identificatiedocumenten van deze dieren erbij.

Ik verbind mij ertoe onmiddellijk het Waalse Gewest in te lichten over de verkoop of het overlijden van een dier waarvoor een toelage toegekend werd.

Ik verklaar dat deze verklaringen echt en volledig zijn.

Datum en handtekening van de aanvrager

Gezien om gevoegd te worden bij het besluit van de Waalse Regering van 8 december 1994 betreffende de toekenning van toelagen voor een milieuvriendelijke landbouw om landbouwproduktiemethoden te ontwikkelen, die verenigbaar zijn met de eisen inzake milieubescherming, en betreffende natuurbeheer.

Namen, 8 december 1994.

De Minister-President van de Waalse Regering,
belast met Economie, KMO's, Externe Betrekkingen en Toerisme,
R. COLLIGNON

De Minister van Leefmilieu, Natuurlijke Hulpbronnen en Landbouw,
G. LUTGEN